

ESRS E1

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Table des matières

Objectif

Interactions avec d'autres ESRS

Exigences de publication

— ESRS 2 Informations générales à publier

Gouvernance

- Exigence de publication liée à ESRS 2 GOV-3 — Intégration des performances en matière de durabilité dans les mécanismes d'incitation

Stratégie

- Exigence de publication E1-1 — Plan de transition pour l'atténuation du changement climatique
- Exigence de publication liée à ESRS 2 SBM-3 — Impacts, risques et opportunités matériels et leur interaction avec la stratégie et le modèle économique

Gestion des impacts, risques et opportunités

- Exigence de publication liée à ESRS 2 IRO-1 — Description des processus permettant d'identifier et d'évaluer les impacts, risques et opportunités matériels liés au climat
- Exigence de publication E1-2 — Politiques liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci
- Exigence de publication E1-3 — Actions et ressources en rapport avec les politiques en matière de changement climatique

Indicateurs et cibles

- Exigence de publication E1-4 — Cibles liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci
- Exigence de publication E1-5 — Consommation d'énergie et mix énergétique
- Exigence de publication E1-6 — Émissions brutes de GES des scopes 1, 2, 3 et émissions totales de GES
- Exigence de publication E1-7 — Projets d'absorption et d'atténuation des GES financés au moyen de crédits carbone
- Exigence de publication E1-8 — Tarification interne du carbone
- Exigence de publication E1-9 — Effets financiers attendus des risques physiques et de transition matériels et opportunités potentielles liées au climat

Appendice A: Exigences d'application

— ESRS 2 Informations générales à publier

Stratégie

- Exigence de publication E1-1 — Plan de transition pour l'atténuation du changement climatique

Gestion des impacts, risques et opportunités

- Exigence de publication E1-2 — Politiques liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci
- Exigence de publication E1-3 — Actions et ressources en rapport avec les politiques en matière de changement climatique

Indicateurs et cibles

- Exigence de publication E1-4 — Cibles liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci
- Exigence de publication E1-5 — Consommation d'énergie et mix énergétique
- Exigence de publication E1-6 — Émissions brutes de GES des scopes 1, 2, 3 et émissions totales de GES

- Exigence de publication E1-7 — Projets d'absorption et d'atténuation des GES financés au moyen de crédits carbone
- Exigence de publication E1-8 — Tarification interne du carbone
- Exigence de publication E1-9 — Effets financiers attendus des risques physiques et de transition matériels et opportunités potentielles liées au climat

Objectif

1. L'objectif de la présente norme est de préciser les exigences de publication qui permettront aux utilisateurs des **états de durabilité** de comprendre:
 - a) en quoi l'entreprise influe sur le changement climatique, en termes d'impacts matériels, qu'ils soient positifs ou négatifs, réels ou potentiels;
 - b) les efforts d'atténuation passés, actuels et futurs de l'entreprise conformément à l'accord de Paris (ou à un accord international plus récent sur le changement climatique) et compatibles avec la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C;
 - c) les plans et la capacité de l'entreprise à adapter sa stratégie et son modèle économique en vue de la transition vers une économie durable et à contribuer à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C;
 - d) toute autre **action** menée par l'entreprise pour prévenir, atténuer ou réparer des impacts négatifs, réels ou potentiels, ainsi que pour traiter les **risques** et **opportunités**, et le résultat de cette action;
 - e) la nature, le type et l'étendue des risques et opportunités matériels de l'entreprise découlant de son impact sur le changement climatique et de sa **dépendance** à l'égard celui-ci, ainsi que la manière dont l'entreprise gère ces risques et opportunités; et
 - f) les **effets financiers** pour l'entreprise, à court, moyen et long terme, des risques et des opportunités découlant de l'impact de l'entreprise sur le changement climatique et de sa dépendance à l'égard de celui-ci.
2. Les exigences de publication de la présente norme tiennent compte des exigences de la législation et de la réglementation de l'UE en la matière [à savoir la loi européenne sur le climat ⁽²³⁾, le règlement sur les normes relatives aux indices de référence en matière de climat ⁽²⁴⁾, le règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR) ⁽²⁵⁾, la taxinomie de l'UE ⁽²⁶⁾ et les exigences de publication au titre du pilier 3 de l'ABE ⁽²⁷⁾].
3. La présente norme couvre les exigences de publication relatives aux **enjeux de durabilité** suivants: «**atténuation du changement climatique**» et «**adaptation au changement climatique**». Elle couvre également les enjeux énergétiques, dans la mesure où ils se rapportent au changement climatique.

⁽²³⁾ Règlement (UE) 2021/1119 du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 2021 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant les règlements (CE) n° 401/2009 et (UE) 2018/1999 («loi européenne sur le climat») (JO L 243 du 9.7.2021, p. 1).

⁽²⁴⁾ Règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission du 17 juillet 2020 complétant le règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil par des normes minimales pour les indices de référence «transition climatique» de l'Union et les indices de référence «accord de Paris» de l'Union (JO L 406 du 3.12.2020, p. 17).

⁽²⁵⁾ Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (JO L 317 du 9.12.2019, p. 1).

⁽²⁶⁾ Règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 (JO L 198 du 22.6.2020, p. 13).

⁽²⁷⁾ Règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission du 30 novembre 2022 modifiant les normes techniques d'exécution définies dans le règlement d'exécution (UE) 2021/637 en ce qui concerne la publication d'informations sur les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (JO L 324 du 19.12.2022, p. 1).

4. **L'atténuation du changement climatique** se réfère aux efforts de l'entreprise en faveur du processus général consistant à limiter l'élévation de la température moyenne de la planète à 1,5° C par rapport aux niveaux préindustriels, conformément à l'accord de Paris. La présente norme couvre les exigences de publication liées, notamment, aux sept **gaz à effet de serre (GES)** que sont le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O), les hydrofluorocarbures (HFC), les hydrocarbures perfluorés (PFC), l'hexafluorure de soufre (SF₆) et le trifluorure d'azote (NF₃). Elle contient aussi des exigences de publication portant sur la manière dont l'entreprise gère ses **émissions** de GES ainsi que les **risques de transition** qui y sont associés.
5. **L'adaptation au changement climatique** renvoie au processus d'adaptation de l'entreprise au changement climatique réel et attendu.
6. La présente norme contient des exigences de publication concernant, d'une part, les aléas climatiques susceptibles d'entraîner des risques physiques pour l'entreprise et, d'autre part, les solutions d'adaptation que cette dernière met en place pour réduire ces risques. Elle couvre également les **risques de transition** découlant de l'adaptation nécessaire aux aléas liés au changement climatique.
7. Les exigences de publication relatives à l'«énergie» s'appliquent à toutes les formes de production et de consommation d'énergie.

Interactions avec d'autres ESRS

8. **Les substances appauvrissant la couche d'ozone** (ODS), les oxydes d'azote (NO_x) et les oxydes de soufre (SO_x), entre autres émissions atmosphériques, sont liés au changement climatique mais sont couverts par les exigences en matière de déclaration énoncées dans ESRS E2.
9. Les impacts sur les personnes susceptibles de découler de la transition vers une économie neutre pour le climat sont couverts par ESRS S1 «Personnel de l'entreprise», ESRS S2 «Travailleurs de la chaîne de valeur», ESRS S3 «Communautés affectées» et ESRS S4 «Consommateurs et utilisateurs finaux».
10. **L'atténuation du changement climatique** et **l'adaptation** à celui-ci sont étroitement liées aux thèmes traités en particulier dans ESRS E3 *Ressources hydriques et marines* et dans ESRS E4 *Biodiversité et écosystèmes*. En ce qui concerne l'eau, et comme l'illustre le tableau sur les aléas climatiques à l'AR 11, la présente norme traite des **risques physiques** aigus et chroniques qui résultent des aléas liés à l'eau et aux océans. La **perte de biodiversité** et la **dégradation** de l'écosystème qui peuvent être causées par le changement climatique sont traitées dans ESRS E4 *Biodiversité et écosystèmes*.
11. La présente norme doit être lue et appliquée en liaison avec ESRS 1 *Exigences générales* et ESRS 2 *Informations générales à publier*.

Exigences de publication

ESRS 2 Informations générales à publier

12. Les exigences énoncées dans la présente section doivent être lues et appliquées en liaison avec les informations requises par ESRS 2 concernant le chapitre 2 *Gouvernance*, le chapitre 3 *Stratégie* et le chapitre 4 *Gestion des impacts, risques et opportunités*. Les informations qui en résultent sont présentées dans l'**état de durabilité** en même temps que les informations requises par ESRS 2, à l'exception des exigences liées à ESRS 2 SBM-3 *Impacts, risques et opportunités matériels et leur interaction avec la stratégie et le modèle économique*, pour lesquelles l'entreprise a la possibilité, conformément au paragraphe 49 d'ESRS 2, de présenter les informations en même temps que les autres informations requises dans la présente norme thématique.

Gouvernance

Exigence de publication liée à ESRS 2 GOV-3 — Intégration des performances en matière de durabilité dans les mécanismes d'incitation

13. L'entreprise indique si et comment des considérations liées au climat sont prises en compte dans la rémunération des membres des **organes d'administration, de direction et de surveillance**, y compris si leurs performances ont été évaluées au regard des **cibles de réduction des émissions de GES** déclarées au titre de l'exigence de publication E1-4, ainsi que le pourcentage de la rémunération comptabilisée sur la période en cours qui est lié à des considérations relatives au climat, avec une explication de la nature de ces considérations climatiques.

Stratégie

Exigence de publication E1-1 — Plan de transition pour l'atténuation du changement climatique

14. **L'entreprise publie son plan de transition pour l'atténuation du changement climatique** ⁽²⁸⁾.
15. L'objectif de cette exigence de publication est de permettre une compréhension des efforts d'atténuation passés, actuels et futurs de l'entreprise afin de garantir la compatibilité de sa stratégie et de son modèle économique avec la transition vers une économie durable, avec la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C conformément à l'accord de Paris, et avec l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050 et, le cas échéant, de l'exposition de l'entreprise à des activités liées au charbon, au pétrole et au gaz.
16. Les informations requises au paragraphe 14 comprennent les éléments suivants:
- a) concernant les **cibles de réduction des émissions de GES** (requis par l'exigence de publication E1-4), il est expliqué en quoi les cibles de l'entreprise sont compatibles avec la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C conformément à l'accord de Paris;
 - b) concernant les cibles de réduction des émissions de GES (requis par l'exigence de publication E1-4) et les **actions** en matière **d'atténuation du changement climatique** (requis par l'exigence de publication E1-3), il est fourni une explication des **leviers de décarbonation** identifiés et des actions clés prévues, notamment les modifications du portefeuille de produits et de services de l'entreprise et l'adoption de nouvelles technologies, dans ses propres activités ou dans sa chaîne de valeur en amont et/ou en aval;
 - c) concernant les **actions en matière d'atténuation du changement climatique** (comme imposé par l'exigence de publication E1-3), une description et une quantification des investissements et des financements de l'entreprise visant à soutenir la mise en œuvre du **plan de transition**, avec une référence aux indicateurs clés de performance liés aux CapEx alignés sur la taxinomie et, le cas échéant, aux plans CapEx, que l'entreprise publie conformément au règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission;
 - d) il est fourni une évaluation qualitative des **émissions de GES verrouillées** potentiellement liées aux principaux actifs et produits de l'entreprise. Il s'agit notamment d'expliquer si et comment ces **émissions** risquent de compromettre la réalisation des **cibles de réduction des émissions de GES** de l'entreprise et d'entraîner des **risques de transition**, et, le cas échéant, de décrire les plans mis en place par l'entreprise pour gérer ses actifs et produits à forte intensité de GES et à forte intensité énergétique;
 - e) pour les entreprises dont les activités économiques sont couvertes par les règlements délégués sur l'adaptation au changement climatique ou l'atténuation de celui-ci au titre du règlement sur la taxinomie, une explication de tout objectif ou plan (CapEx, plans CapEx, OpEx) que l'entreprise s'est fixé pour aligner ses activités économiques (chiffre d'affaires, CapEx, OpEx) sur les critères établis dans le règlement délégué (UE) 2021/2139 de la Commission ⁽²⁹⁾;
 - f) le cas échéant, une publication des montants de CapEx significatifs investis au cours de la période de reporting en rapport avec des activités économiques liées au charbon, au pétrole et au gaz ⁽³⁰⁾;

⁽²⁸⁾ Ces informations sont alignées sur l'article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/1119 du Parlement européen et du Conseil (loi européenne sur le climat), ainsi que sur l'article 2 du règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission (règlement sur les indices de référence en matière de climat).

⁽²⁹⁾ Règlement délégué (UE) 2021/2139 de la Commission du 4 juin 2021 complétant le règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil par les critères d'examen technique permettant de déterminer à quelles conditions une activité économique peut être considérée comme contribuant substantiellement à l'atténuation du changement climatique ou à l'adaptation à celui-ci et si cette activité économique ne cause de préjudice important à aucun des autres objectifs environnementaux (JO L 442 du 9.12.2021, p. 1).

⁽³⁰⁾ Les montants des CapEx pris en considération sont liés aux codes NACE suivants:

- a) B.05 Extraction de houille et de lignite, B.06 Extraction de pétrole brut et de gaz naturel (limitée au pétrole brut), B.09.1 Activités de soutien à l'extraction de pétrole et de gaz naturel (limitée au pétrole brut),
- b) C.19 Cokéfaction et raffinage pétrolier,
- c) D.35.1 Production, transport et distribution d'électricité,
- d) D.35.3 Production et distribution de vapeur et d'air conditionné (limitées à la production d'électricité et/ou de chaleur au charbon et au pétrole),
- e) G.46.71 Commerce de gros de combustibles solides, liquides et gazeux et de produits annexes (limité aux combustibles solides et liquides),

Pour les activités liées au gaz, la définition du code NACE couvre les activités dont les émissions directes de GES sont supérieures à 270 g CO₂/KWh.

- g) des informations indiquant si l'entreprise est exclue ou non des indices de référence «accord de Paris» ⁽³¹⁾;
 - h) une description de la manière dont le **plan de transition** est intégré dans la stratégie générale et la planification financière de l'entreprise et aligné sur celles-ci;
 - i) des informations indiquant si ce plan de transition est approuvé par les **organes d'administration, de direction et de surveillance de l'entreprise**; et
 - j) une description des progrès réalisés par l'entreprise dans la mise en œuvre du plan de transition.
17. Si l'entreprise ne dispose pas d'un **plan de transition**, elle indique si et, le cas échéant, quand elle adoptera un plan de transition.

Exigence de publication liée à ESRS 2 SBM-3 — Impacts, risques et opportunités matériels et leur interaction avec la stratégie et le modèle économique

18. L'entreprise explique, pour chaque risque matériel lié au climat qu'elle a identifié, si l'entité considère qu'il s'agit d'un **risque physique lié au climat** ou d'un **risque de transition lié au climat**.
19. L'entreprise décrit la résilience de sa stratégie et de son **modèle économique** en ce qui concerne le changement climatique. Cette description porte sur:
- a) le périmètre de l'analyse de résilience;
 - b) la manière dont l'analyse de résilience a été réalisée et le moment où elle a été effectuée, y compris l'utilisation de **l'analyse des scénarios** climatiques mentionnée dans l'exigence de publication relative à ESRS 2 IRO-1 et dans les paragraphes correspondants relatifs à l'exigence d'application; et
 - c) les résultats de l'analyse de résilience, y compris les résultats obtenus à l'issue de l'utilisation de l'analyse des scénarios.

Gestion des impacts, risques et opportunités

Exigence de publication liée à ESRS 2 IRO-1 — Description des processus permettant d'identifier et d'évaluer les impacts, risques et opportunités matériels liés au climat

20. L'entreprise décrit le processus d'identification et d'analyse des **impacts, risques et opportunités** liés au climat. Cette description porte également sur le processus qu'elle applique en ce qui concerne:
- a) les impacts sur le changement climatique, en particulier les **émissions de GES** de l'entreprise (comme imposé par l'exigence de publication ESRS E1-6);
 - b) les **risques physiques liés au climat** relevant de ses propres activités et de sa **chaîne de valeur** en amont et en aval, en particulier:
 - i) l'identification des aléas climatiques, envisageant au minimum des **scénarios** climatiques à **émissions** élevées;
 - ii) l'évaluation de la manière dont les actifs et activités économiques de l'entreprise peuvent être exposés et sont sensibles à ces aléas climatiques, entraînant ainsi des **risques physiques** bruts pour l'entreprise;
 - c) les opportunités et **risques de transition liés au climat** présents dans les propres activités de l'entreprise et dans sa **chaîne de valeur** en amont et en aval, en particulier:
 - i) l'identification des événements liés à la transition climatique, envisageant au minimum un scénario climatique compatible avec une limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C avec un dépassement nul ou limité; et
 - ii) l'évaluation de la manière dont les actifs et activités économiques de l'entreprise peuvent être exposés à ces événements liés à la transition climatique, créant ainsi des **opportunités** ou des **risques de transition** bruts pour l'entreprise.

⁽³¹⁾ Cette exigence de publication est en outre conforme aux exigences du Modèle 1 — Risque de transition lié au changement climatique figurant dans le règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission; ainsi qu'à l'article 12, paragraphe 1, points d) à g), et à l'article 12, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission (règlement sur les indices de référence en matière de climat).

21. Lorsqu'elle publie les informations requises au titre du paragraphe 20, points b) et c), l'entreprise explique comment elle a utilisé une **analyse de scénarios** climatiques, portant sur un éventail de scénarios climatiques, pour étayer l'identification et l'évaluation des **risques physiques** et des opportunités et **risques de transition** à court, moyen et long terme.

Exigence de publication E1-2 — Politiques liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci

22. **L'entreprise décrit les politiques qu'elle a adoptées pour gérer ses impacts, risques et opportunités matériels liés à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation.**
23. Cette exigence de publication a pour objectif de permettre de comprendre dans quelle mesure l'entreprise met en œuvre des **politiques** pour identifier, analyser, gérer et/ou **remédier à ses impacts, risques et opportunités matériels liés à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation** à celui-ci.
24. Les informations à publier exigées au paragraphe 22 contiennent les informations sur les **politiques** mises en œuvre par l'entreprise pour gérer ses **impacts, risques et opportunités matériels** en matière d'**atténuation du changement climatique** et d'**adaptation** à celui-ci conformément à ESRS 2 MDR-P *Politiques adoptées pour gérer les enjeux de durabilité matériels*.
25. L'entreprise indique si et comment les **politiques** adoptées couvrent les domaines suivants:
- l'atténuation du changement climatique;**
 - l'adaptation au changement climatique;**
 - l'efficacité énergétique;
 - le déploiement d'**énergies renouvelables**;
 - d'autres domaines.

Exigence de publication E1-3 — Actions et ressources en rapport avec les politiques en matière de changement climatique

26. **L'entreprise publie les actions qu'elle a menées concernant l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, ainsi que les ressources allouées à leur mise en œuvre.**
27. Cette exigence de publication a pour objectif de permettre de comprendre les principales **actions** menées et prévues par l'entreprise pour atteindre les objectifs et les **cibles** de ses **politiques** concernant le climat.
28. La description des **actions** et des ressources liées à l'**atténuation du changement climatique** et à l'adaptation à celui-ci respecte les principes énoncés dans ESRS 2 MDR-A *Actions et ressources relatives aux enjeux de durabilité matériels*.
29. Outre les informations requises par ESRS 2 MDR-A, l'entreprise:
- lors de l'énumération des principales **actions** menées au cours de l'année de référence et prévues pour l'avenir, présente ses actions d'**atténuation du changement climatique** par levier de décarbonation, y compris les solutions fondées sur la nature;
 - lors de la description des résultats des actions d'atténuation du changement climatique, inclut les **réductions d'émissions de GES** obtenues et attendues; et
 - relie les valeurs monétaires des CapEx et des OpEx significatives nécessaires à la mise en œuvre des actions adoptées ou prévues avec:
 - les postes ou les notes pertinents figurant dans les états financiers;
 - les indicateurs de performance clés prévus par le règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission; et
 - s'il y a lieu, le plan CapEx prévu par le règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission.

Indicateurs et cibles

Exigence de publication E1-4 — Cibles liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci

30. **L'entreprise publie les cibles climatiques qu'elle s'est fixées.**
31. L'objectif de cette exigence de publication est de permettre de comprendre les **cibles** que l'entreprise s'est fixées pour soutenir les **politiques** adoptées en matière d'**atténuation du changement climatique** et d'**adaptation** à celui-ci et pour traiter ses **impacts, risques** et **opportunités** matériels liés au climat.
32. La publication des **cibles** requise au paragraphe 30 contient les informations exigées par ESRS 2 MDR-T *Suivi de l'efficacité des politiques et des actions au moyen de cibles*.
33. En ce qui concerne les informations à publier requises au paragraphe 30, l'entreprise indique si et comment elle s'est fixé des **cibles de réduction des émissions de GES** et/ou toute autre cible afin de gérer les **impacts, risques** et **opportunités** matériels liés au climat, par exemple, le déploiement d'**énergies renouvelables**, l'efficacité énergétique, l'**adaptation au changement climatique** et l'atténuation des **risques physiques** ou de **transition**.
34. Si l'entreprise a fixé des **cibles de réduction des émissions de GES** ⁽³²⁾, ESRS 2 MDR-T et les exigences suivantes s'appliquent:
- a) les cibles de réduction des émissions de GES sont publiées en valeur absolue (soit en tonnes équivalent CO₂, soit en pourcentage des **émissions** d'une année de référence) et, s'il y a lieu, en valeur d'intensité;
 - b) les cibles de réduction des émissions de GES sont publiées pour les **émissions de GES** des **scopes 1, 2 et 3**, séparément ou cumulées. En cas de cumul des **cibles de réduction des émissions de GES**, l'entreprise précise quels types d'émissions de GES (scopes 1, 2 et/ou 3) sont couverts par la cible, la part de chaque scope et les GES sont concernés. L'entreprise explique comment est garantie la cohérence de ces cibles avec les limites de l'inventaire de GES (comme imposé par l'exigence de publication E1-6). Les cibles de réduction des émissions de GES sont brutes, ce qui signifie que l'entreprise n'inclut pas les absorptions de GES, les **crédits carbone** ou les émissions évitées comme moyen d'atteindre les cibles de réduction des émissions de GES;
 - c) l'entreprise publie l'année et la valeur de référence actuelles et, à partir de 2030, met à jour l'année de référence pour ses cibles de réduction des émissions de GES après chaque période de cinq ans. L'entreprise peut publier les progrès accomplis par le passé dans la réalisation de ses cibles avant l'année de référence actuelle, à condition que ces informations soient conformes aux exigences de la présente norme;
 - d) les objectifs de réduction des émissions de GES comprennent au minimum des valeurs cibles pour l'année 2030 et, si elles sont disponibles, pour l'année 2050. À partir de 2030, des valeurs cibles sont fixées par la suite après chaque période de cinq ans;
 - e) l'entreprise indique si ses cibles de réduction des émissions de GES sont fondées sur des données scientifiques et sont compatibles avec la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C. L'entreprise indique quel cadre et quelle méthode ont été utilisés pour déterminer ces **cibles**, notamment si elles résultent d'une trajectoire de décarbonation sectorielle, sur quels **scénarios** climatiques et **stratégiques** elles reposent, et si elles ont fait l'objet d'une mission d'assurance externe. Dans le cadre des hypothèses critiques utilisées pour la fixation des cibles de réduction des émissions de GES, l'entreprise explique brièvement comment elle a pris en considération les évolutions futures (par exemple, les variations dans les volumes de vente, les changements dans les préférences et la demande des clients, les facteurs réglementaires et les nouvelles technologies) ainsi que la manière dont celles-ci sont susceptibles d'avoir un impact à la fois sur ses émissions de GES et sur ses réductions d'émissions; et

⁽³²⁾ Ces informations répondent aux besoins d'information des acteurs des marchés financiers soumis au règlement (UE) 2019/2088, car elles découlent d'un indicateur supplémentaire relevant des principaux impacts négatifs, correspondant à l'indicateur n° 4 du tableau 2 de l'annexe I du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission concernant les règles de publication d'informations sur les investissements durables («Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone»), et elles sont alignées sur l'article 6 du règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission (règlement sur les indices de référence en matière de climat).

- f) l'entreprise décrit les **leviers de décarbonation** attendus et leur contribution quantitative globale à la réalisation des cibles de réduction des émissions de GES (par exemple, l'efficacité énergétique ou l'efficacité des matériaux, la réduction de la consommation, le changement de combustible, l'utilisation d'**énergies renouvelables**, la suppression progressive, ou le remplacement, de produits et de processus).

Exigence de publication E1-5 — Consommation d'énergie et mix énergétique

35. **L'entreprise fournit des informations sur sa consommation d'énergie et son mix énergétique.**
36. L'objectif de la présente exigence de publication est de permettre une compréhension de la consommation totale d'énergie de l'entreprise en valeur absolue, de l'amélioration de l'efficacité énergétique, de l'exposition aux activités liées au charbon, au pétrole et au gaz, ainsi que de la part des **énergies renouvelables** dans l'ensemble du mix énergétique.
37. Les informations à publier requises au paragraphe 35 incluent la consommation totale d'énergie en MWh liée aux propres activités de l'entreprise, ventilée comme suit:
- a) la consommation totale d'énergie produite à partir de sources fossiles ⁽³³⁾;
 - b) la consommation totale d'énergie produite à partir de sources nucléaires;
 - c) la consommation totale d'énergie produite à partir de sources renouvelables, ventilée comme suit:
 - i) la consommation de combustibles provenant de sources renouvelables incluant la biomasse (y compris les **déchets** industriels et municipaux d'origine biologique), les biocombustibles, les biogaz, l'hydrogène provenant de sources renouvelables ⁽³⁴⁾, etc.;
 - ii) la consommation d'électricité, de chaleur, de vapeur et de froid achetés ou acquis à partir de sources renouvelables; et
 - iii) la consommation d'énergie renouvelable non combustible autoproduite.
38. Une entreprise active dans des **secteurs à fort impact climatique** ⁽³⁵⁾ ventile sa consommation totale d'énergie produite à partir de sources fossiles comme suit:
- a) la consommation de combustible provenant du charbon et des produits à base de charbon;
 - b) la consommation de combustible provenant du pétrole brut et de produits pétroliers;
 - c) la consommation de combustible provenant du gaz naturel;
 - d) la consommation de combustible provenant d'autres sources fossiles;
 - e) la consommation **d'électricité, de chaleur, de vapeur et de froid achetés ou acquis** à partir de sources fossiles.

⁽³³⁾ Ces informations répondent aux besoins d'information des acteurs des marchés financiers soumis au règlement (UE) 2019/2088, car elles découlent d'un indicateur obligatoire ayant trait aux principaux impacts négatifs, correspondant à l'indicateur n° 5 du tableau 1 de l'annexe I du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission concernant les règles de publication d'informations sur les investissements durables («Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable»). La ventilation sert de référence pour un indicateur supplémentaire lié aux principaux impacts négatifs, suivant l'indicateur n° 5 du tableau II de la même annexe («Ventilation des consommations d'énergie par type de sources d'énergie non renouvelables»).

⁽³⁴⁾ Conformément aux exigences énoncées dans les actes délégués concernant l'hydrogène provenant de sources renouvelables: Règlement délégué de la Commission du 10 février 2023 complétant la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil en établissant une méthodologie de l'Union définissant des règles détaillées pour la production de carburants liquides et gazeux renouvelables destinés au secteur des transports, d'origine non biologique; et règlement délégué de la Commission du 10 février 2023 complétant la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil en établissant un seuil minimal de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les carburants à base de carbone recyclé et en précisant la méthode d'évaluation des réductions des émissions de gaz à effet de serre réalisées grâce aux carburants liquides et gazeux renouvelables destinés aux transports, d'origine non biologique, et aux carburants à base de carbone recyclé.

⁽³⁵⁾ Les secteurs à fort impact climatique sont ceux énumérés dans les sections A à H et à la section L de la NACE [au sens du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission].

39. En outre, le cas échéant, l'entreprise ventile et indique séparément, en MWh, sa production d'**énergie non renouvelable** et sa production d'**énergie renouvelable** ⁽³⁶⁾.

Intensité énergétique sur la base du chiffre d'affaires net ⁽³⁷⁾

40. L'entreprise fournit des informations sur l'intensité énergétique (consommation totale d'énergie par rapport au chiffre d'affaires net) associée aux activités réalisées dans les **secteurs à fort impact climatique**.
41. Les informations sur l'intensité énergétique requises au paragraphe 40 ne peuvent découler que de la consommation totale d'énergie et du chiffre d'affaires net tiré d'activités exercées dans des **secteurs à fort impact climatique**.
42. L'entreprise précise les **secteurs à fort impact climatique** qui sont utilisés pour déterminer l'intensité énergétique requise au paragraphe 40.
43. L'entreprise communique le rapprochement, avec le poste ou les notes pertinents figurant dans les états financiers, du montant du chiffre d'affaires net généré par ses activités dans des **secteurs à fort impact climatique** (à savoir le dénominateur, dans le calcul de l'intensité énergétique requis au paragraphe 40).

Exigence de publication E1-6 — Émissions brutes de GES des scopes 1, 2, 3 et émissions totales de GES

44. L'entreprise indique, en tonnes métriques équivalent CO₂, les informations suivantes ⁽³⁸⁾:
- ses **émissions brutes de GES du scope 1**;
 - ses **émissions brutes de GES du scope 2**;
 - ses **émissions brutes de GES du scope 3**; et
 - ses **émissions totales de GES**.
45. L'objectif de l'exigence de publication visée au paragraphe 44 en ce qui concerne:
- les **émissions brutes de GES du scope 1**, ainsi que l'exige le paragraphe 44, point a), est de permettre une compréhension des impacts directs de l'entreprise sur le changement climatique et de la proportion de ses émissions totales de GES réglementées dans le cadre des systèmes d'échange de quotas d'émission;
 - les **émissions brutes de GES du scope 2**, ainsi que l'exige le paragraphe 44, point b), est de permettre une compréhension des impacts indirectes sur le changement climatique découlant de la consommation d'énergie de l'entreprise achetée ou acquise à l'extérieur;
 - les **émissions brutes de GES du scope 3**, ainsi que l'exige le paragraphe 44, point c), est de permettre une compréhension des émissions de GES produites dans la chaîne de valeur en amont et en aval de l'entreprise au-delà des émissions de GES des scopes 1 et 2. Pour de nombreuses entreprises, les émissions de GES du scope 3 peuvent représenter la composante principale dans leur inventaire de GES et constituent un vecteur important en ce qui concerne les **risques de transition** de l'entreprise;

⁽³⁶⁾ Ces informations répondent aux besoins d'information des acteurs des marchés financiers soumis au règlement (UE) 2019/2088, car elles découlent d'un indicateur obligatoire ayant trait aux principaux impacts négatifs, correspondant à l'indicateur n° 5 du tableau 1 de l'annexe I du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission concernant les règles de publication d'informations sur les investissements durables («Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable»).

⁽³⁷⁾ Ces informations répondent aux besoins d'information des acteurs des marchés financiers soumis au règlement (UE) 2019/2088, car elles découlent d'un indicateur obligatoire ayant trait aux principaux impacts négatifs, correspondant à l'indicateur n° 6 du tableau 1 de l'annexe I du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission concernant les règles de publication d'informations sur les investissements durables («Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique»).

⁽³⁸⁾ Ces informations répondent aux besoins d'information des acteurs des marchés financiers soumis au règlement (UE) 2019/2088, car elles découlent d'un indicateur obligatoire relatif aux principaux impacts négatifs, qui correspond aux indicateurs n° 1 et 2 du tableau 1 de l'annexe I du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission concernant les règles de publication d'informations sur les investissements durables («Émissions de GES» et «Empreinte carbone») et sont alignées sur l'article 5, paragraphe 1, l'article 6, et l'article 8, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission (règlement sur les indices de référence en matière de climat).

- d) les **émissions** totales de GES, ainsi que l'exige le paragraphe 44, point d), est de permettre de comprendre, de manière globale, les émissions de GES de l'entreprise et de déterminer si elles proviennent de ses propres activités ou de sa chaîne de valeur. La publication de ces informations est une condition préalable pour mesurer les progrès accomplis dans la réduction des émissions de GES conformément aux **cibles** climatiques de l'entreprise et aux objectifs **stratégiques** de l'UE.

Les informations contenues dans la présente exigence de publication sont également nécessaires pour comprendre les **risques de transition** liés au climat pour l'entreprise.

46. Lorsqu'elle publie les informations sur les **émissions de GES** requises en vertu du paragraphe 44, l'entreprise se réfère à ESRS 1, paragraphes 62 à 67. En principe, les données concernant les émissions de GES des entreprises associées ou des coentreprises faisant partie de la chaîne de valeur en amont et en aval de l'entreprise (voir ESRS 1, paragraphe 67) ne se limitent pas à leur participation au capital. Pour ses entreprises associées, ses coentreprises, ses filiales non consolidées (entités d'investissement) et ses accords contractuels qui sont des accords conjoints non structurés par l'intermédiaire d'une entité (c'est-à-dire des opérations et actifs contrôlés conjointement), l'entreprise inclut les émissions de GES en fonction de l'ampleur du **contrôle opérationnel** qu'elle détient sur ces derniers.
47. En cas de changements significatifs dans la définition des éléments constituant l'entreprise déclarante et sa **chaîne de valeur** en amont et en aval, l'entreprise indique ces changements et explique leur effet sur la comparabilité interannuelle des **émissions** de GES déclarées (c'est-à-dire l'effet sur la comparabilité des émissions de GES de la période de reporting en cours par rapport à celles de la période précédente).
48. Les informations à publier sur les **émissions brutes de GES** du **scope 1** conformément au paragraphe 44, point a), comprennent:
- a) les émissions brutes de GES du scope 1 exprimées en tonnes métriques équivalent CO₂; et
 - b) le pourcentage des émissions de GES du scope 1 provenant des systèmes réglementés d'échange de quotas d'émission.
49. Les informations à publier sur les **émissions brutes de GES** du **scope 2** conformément au paragraphe 44, point b), comprennent:
- a) les émissions brutes de GES du scope 2 basées sur la localisation, exprimées en tonnes métriques équivalent CO₂; et
 - b) les émissions brutes de GES du scope 2 basées sur le marché, exprimées en tonnes métriques équivalent CO₂.
50. En ce qui concerne les **émissions des scopes 1 et 2** publiées conformément au paragraphe 44, points a) et b), l'entreprise ventile les informations en indiquant séparément les émissions provenant:
- a) du groupe comptable consolidé (société mère et filiales); et
 - b) des sociétés bénéficiaires des investissements, telles que les entreprises associées, les coentreprises ou les filiales non consolidées qui ne font pas l'objet d'une consolidation complète dans les états financiers du groupe comptable, ainsi que les accords contractuels qui sont des accords conjoints non structurés par l'intermédiaire d'une entité (c'est-à-dire des opérations et actifs contrôlés conjointement), sur lesquels l'entreprise exerce un contrôle opérationnel.
51. Les informations à publier sur les **émissions brutes de GES** du **scope 3** conformément au paragraphe 44, point c), incluent les émissions de GES, exprimées en tonnes métriques équivalent CO₂, de chaque **catégorie du scope 3** qui revêt une dimension significative (c'est-à-dire de chaque catégorie du scope 3 qui constitue une priorité pour l'entreprise).
52. Les informations à publier sur les **émissions totales de GES** requises au paragraphe 44, point d), correspondent à la somme des **émissions de GES** des **scopes 1, 2 et 3** dont la publication est requise au paragraphe 44, points a), b) et c). Les émissions totales de GES sont communiquées avec une ventilation distinguant:
- a) les émissions totales de GES dérivées des émissions de GES du scope 2 sous-jacentes mesurées selon la méthode fondée sur la localisation; et

- b) les émissions totales de GES dérivées des émissions de GES du scope 2 sous-jacentes mesurées selon la méthode fondée sur le marché.

Intensité des GES sur la base du chiffre d'affaires net ⁽³⁹⁾

- 53. L'entreprise publie les informations relatives à l'intensité de ses **émissions** de GES (émissions totales de GES par chiffre d'affaires net).
- 54. Les informations à publier sur l'intensité des émissions de GES requises au paragraphe 53 précisent le total des **émissions** de GES exprimées en tonnes métriques équivalent CO₂ [requises au paragraphe 44, point d)] par chiffre d'affaires net.
- 55. L'entreprise indique le rapprochement, avec le poste ou les notes pertinents des états financiers, des montants de chiffre d'affaires net (à savoir le dénominateur, dans le calcul de l'intensité des **émissions** de GES requis au paragraphe 53).

Exigence de publication E1-7 — Projets d'absorption et d'atténuation des GES financés au moyen de crédits carbone

- 56. **L'entreprise inclut dans sa publication:**
 - a) **les absorptions et le stockage de GES exprimés en tonnes métriques équivalent CO₂ résultant de projets qu'elle a pu réaliser dans le cadre de ses propres activités, ou auxquels elle a pu contribuer dans sa chaîne de valeur en amont et en aval; et**
 - b) **le montant des réductions ou absorptions des émissions de GES résultant de projets d'atténuation du changement climatique en dehors de sa chaîne de valeur qu'elle a financés ou qu'elle envisage de financer par l'achat de crédits carbone.**
- 57. L'objectif de la présente exigence de publication est:
 - a) de permettre de comprendre les **actions** de l'entreprise visant à éliminer définitivement ou à soutenir activement l'élimination des GES de l'atmosphère, en vue d'atteindre potentiellement les **objectifs «zéro net»** (comme indiqué au paragraphe 60);
 - b) de permettre de comprendre l'ampleur et la qualité des **crédits carbone** que l'entreprise a achetés ou envisage d'acheter sur le marché volontaire, éventuellement pour étayer ses allégations de neutralité en matière de GES (comme indiqué au paragraphe 61).
- 58. Les informations à publier sur les **absorptions et le stockage de GES** conformément au paragraphe 56, point a), comprennent, le cas échéant:
 - a) la quantité totale d'absorptions et de stockage de GES exprimée en tonnes métriques équivalent CO₂, ventilée et publiée séparément en ce qui concerne la quantité liée aux activités propres de l'entreprise et à sa chaîne de valeur en amont et en aval, et ventilée par activité d'absorption; et
 - b) les hypothèses de calcul, les méthodes et les cadres appliqués par l'entreprise.
- 59. Les informations à publier sur les **crédits carbone** conformément au paragraphe 56, point b), comprennent, le cas échéant:
 - a) la quantité totale de crédits carbone en dehors de la **chaîne de valeur** de l'entreprise, exprimée en tonnes métriques équivalent CO₂, qui ont été vérifiés au regard de normes de qualité reconnues et annulés au cours de la période de reporting; et

⁽³⁹⁾ Ces informations répondent aux besoins d'information des acteurs des marchés financiers soumis au règlement (UE) 2019/2088, car elles découlent d'un indicateur obligatoire relatif aux principaux impacts négatifs, qui correspond à l'indicateur n° 3 du tableau 1 de l'annexe I du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission concernant les règles de publication d'informations sur les investissements durables («Intensité de GES des sociétés bénéficiaires d'investissements»). Elles sont alignées sur l'article 8, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission (règlement sur les indices de référence en matière de climat).

- b) la quantité totale de crédits carbone en dehors de la chaîne de valeur de l'entreprise, exprimée en tonnes métriques équivalent CO₂, dont l'annulation est prévue à l'avenir, qu'elle soit basée ou non sur des accords contractuels existants.
60. Dans le cas où l'entreprise publie un **objectif «zéro net»** en plus des **cibles de réduction des émissions brutes de GES** conformément à l'exigence de publication E1-4, paragraphe 30, elle décrit le périmètre, les méthodes et les cadres adoptés ainsi que la manière dont les **émissions** résiduelles de GES (après environ 90 à 95 % de réduction des émissions de GES avec la possibilité d'avoir des variations sectorielles justifiées correspondant à une trajectoire de décarbonation sectorielle reconnue) sont censées être neutralisées, par exemple, par les absorptions de GES dans le cadre de ses propres activités et de sa chaîne de valeur en amont et en aval.
61. Dans le cas où l'entreprise a pu faire des allégations publiques de neutralité en matière de GES qui impliquent l'utilisation de **crédits carbone**, elle explique:
- si et comment ces allégations sont accompagnées de **cibles de réduction des émissions** de GES comme le requiert l'exigence de publication ESRs E1-4;
 - si et comment ces allégations et le recours à des crédits carbone n'empêchent ni ne réduisent la réalisation de ses cibles de réduction des émissions de GES ⁽⁴⁰⁾ ou, le cas échéant, de son objectif «zéro net»; et
 - la crédibilité et l'intégrité des crédits carbone utilisés, y compris en faisant référence à des normes de qualité reconnues.

Exigence de publication E1-8 — Tarification interne du carbone

62. **L'entreprise indique si elle applique des mécanismes de tarification interne du carbone et, dans l'affirmative, comment ceux-ci soutiennent sa prise de décision et encouragent la mise en œuvre de politiques et de cibles liées au climat.**
63. Les informations requises au paragraphe 62 comprennent:
- le type de mécanisme de tarification interne du carbone, par exemple l'utilisation de prix fictifs dans la prise de décisions relatives aux CapEx ou aux investissements en recherche et développement (R&D), ou encore l'utilisation de redevances carbone internes ou de fonds carbone internes;
 - le périmètre d'application spécifique des mécanismes de tarification du carbone (activités, étendue géographique, entités, etc.);
 - les prix du carbone appliqués en fonction du type de mécanisme et des hypothèses critiques retenues pour déterminer les prix, y compris la source des prix du carbone appliqués et les raisons pour lesquelles ces prix sont jugés pertinents pour l'application qui en est faite. L'entreprise peut publier la méthode de calcul des prix du carbone, y compris la mesure dans laquelle ceux-ci ont été fixés sur la base d'orientations scientifiques et la manière dont leur évolution future est liée aux trajectoires de tarification du carbone fondées sur des données scientifiques; et
 - pour l'année en cours, les volumes d'émissions brutes de GES des scopes 1 et 2 et, le cas échéant, du scope 3, exprimés en tonnes métriques d'équivalent CO₂, qui sont couverts par ces mécanismes, de même que leur part dans les **émissions** totales de GES de l'entreprise pour chaque scope.

Exigence de publication E1-9 — Effets financiers attendus des risques physiques et de transition matériels et opportunités potentielles liées au climat

64. **L'entreprise publie:**
- les effets financiers attendus des risques physiques matériels;**
 - les effets financiers attendus des risques de transition matériels;**
 - les opportunités potentielles matérielles liées au climat.**

⁽⁴⁰⁾ Ces informations sont alignées sur l'article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/1119 du Parlement européen et du Conseil (loi européenne sur le climat),

65. Les informations requises au paragraphe 64 s'ajoutent aux informations sur les **effets financiers actuels** requises au titre d'ESRS 2 SBM-3, paragraphe 48, point d). L'objectif de la présente exigence de publication lié aux:
- a) **effets financiers attendus** découlant des **risques physiques** et des **risques de transition** matériels est de permettre de comprendre l'influence matérielle que ces risques ont (ou que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'ils aient) sur la situation financière, les performances financières et les flux de trésorerie de l'entreprise à court, moyen et long terme. Les résultats de l'**analyse de scénarios** utilisée pour effectuer l'analyse de résilience conformément aux paragraphes AR 10 à AR 13 devraient servir de base à l'évaluation des effets financiers attendus des risques physiques et de transition matériels;
 - b) **opportunités** potentielles matérielles liées au climat est de permettre de comprendre comment l'entreprise peut tirer un avantage financier de ces opportunités. Ces informations à publier complètent les indicateurs clés de performance à publier conformément au règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission.
66. Les informations à publier concernant les **effets financiers attendus** des **risques physiques** matériels conformément au paragraphe 64, point a), comprennent ⁽⁴¹⁾:
- a) la valeur monétaire et la proportion (pourcentage) d'actifs exposés à un risque physique matériel à court, moyen et long terme avant d'envisager des **actions d'adaptation au changement climatique**; la ventilation des valeurs monétaires de ces actifs par risque physique aigu et chronique ⁽⁴²⁾;
 - b) la proportion d'actifs exposés à un risque physique matériel faisant l'objet d'**actions d'adaptation au changement climatique**;
 - c) la localisation des actifs matériels exposés à un risque physique matériel ⁽⁴³⁾; et
 - d) la valeur monétaire et la proportion (pourcentage) du chiffre d'affaires net lié aux activités économiques de l'entreprise exposées à un risque physique matériel à court, moyen et long terme.
67. Les informations à publier concernant les **effets financiers attendus** des risques de transition matériels requises au paragraphe 64, point b), comprennent:
- a) la valeur monétaire et la proportion (pourcentage) d'actifs exposés à un risque de transition matériel à court, moyen et long terme avant d'envisager des **actions d'atténuation du changement climatique**.
 - b) la proportion d'actifs exposés à un risque de transition matériel faisant l'objet d'**actions d'atténuation du changement climatique**;
 - c) une ventilation de la valeur comptable des actifs immobiliers de l'entreprise par classe d'efficacité énergétique ⁽⁴⁴⁾;
 - d) les passifs susceptibles de devoir être comptabilisés dans les états financiers à court, moyen et long terme; et
 - e) la valeur monétaire et la proportion (pourcentage) du chiffre d'affaires net lié aux activités économiques de l'entreprise exposées à un risque de transition matériel à court, moyen et long termes, y compris, le cas échéant, le chiffre d'affaires net provenant des clients de l'entreprise exerçant des activités dans le domaine du charbon, du pétrole et du gaz.

⁽⁴¹⁾ Ces informations sont alignées sur le règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission (règlement sur les indices de référence en matière de climat).

⁽⁴²⁾ Cette exigence de publication est conforme aux exigences figurant dans le règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission — Modèle 5: Portefeuille bancaire — Risque physique lié au changement climatique: expositions soumises à un risque physique.

⁽⁴³⁾ Cette exigence de publication est conforme aux exigences figurant dans le règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission — Modèle 5: Portefeuille bancaire — Risque physique lié au changement climatique: expositions soumises à un risque physique.

⁽⁴⁴⁾ Cette exigence de publication est conforme aux exigences figurant dans le règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission — Modèle 2: Portefeuille bancaire — Risque de transition lié au changement climatique: Prêts garantis par des biens immobiliers — Efficacité énergétique des sûretés.

68. L'entreprise communique les rapprochements, avec les postes ou notes pertinents figurant dans les états financiers, des éléments suivants:
- a) les montants significatifs d'actifs et de chiffre d'affaires net exposés à un risque physique matériel (comme exigé au paragraphe 66);
 - b) les montants significatifs d'actifs, de passifs et de chiffre d'affaires net exposés à un risque de transition matériel (comme exigé au paragraphe 67).
69. Concernant les informations à publier sur les **opportunités** potentielles liées au climat requises au paragraphe 64, point c), l'entreprise prend en considération ⁽⁴⁵⁾:
- a) les économies de coûts attendues grâce aux **actions d'atténuation du changement climatique** et d'adaptation à celui-ci; et
 - b) la taille potentielle du marché ou les évolutions attendues du chiffre d'affaires net lié aux produits et services à faible intensité de carbone ou aux solutions d'adaptation auxquelles l'entreprise a ou pourrait avoir accès.
70. Une quantification des **effets financiers** découlant d'**opportunités** n'est pas requise si ces informations ne répondent pas aux caractéristiques qualitatives des informations utiles figurant dans ESRS 1, appendice B, *Caractéristiques qualitatives de l'information*.
-

⁽⁴⁵⁾ Ces informations sont alignées sur le règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission (règlement sur les indices de référence en matière de climat).

Appendice A

Exigences d'application

Le présent appendice fait partie intégrante de l'ESRS E1. Il décrit la façon d'appliquer les exigences de publication énoncées dans la présente norme et fait autorité au même titre que les autres parties de la norme.

Stratégie

Exigence de publication E1-1 — Plan de transition pour l'atténuation du changement climatique

- AR 1. Le **plan de transition** renvoie aux efforts déployés par l'entreprise en matière d'**atténuation du changement climatique**. Lors de la publication de son plan de transition, l'entreprise est censée fournir une explication générale de la manière dont elle adaptera sa stratégie et son **modèle économique** pour garantir la compatibilité avec la transition vers une économie durable et avec la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C conformément à l'accord de Paris (ou à un accord international plus récent sur le changement climatique) et avec l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050 sans dépassement ou avec un dépassement limité, ainsi que le prévoit le règlement (UE) 2021/1119 (loi européenne sur le climat), et, le cas échéant, comment elle adaptera son exposition aux activités liées au charbon, au pétrole et au gaz.
- AR 2. Les trajectoires sectorielles n'ont pas encore été définies par les **politiques** publiques pour tous les secteurs. Par conséquent, les informations à publier au titre du paragraphe 16, point a), sur la compatibilité du **plan de transition** avec l'objectif de limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C devraient s'entendre comme des informations sur la **cible de réduction des émissions** de GES de l'entreprise. Les informations à publier au titre du paragraphe 16, point a), sont comparées à une trajectoire de réchauffement à 1,5 °C. Cette trajectoire de référence devrait être fondée soit sur une trajectoire de décarbonation sectorielle, si elle est disponible pour le secteur de l'entreprise, soit sur un scénario à l'échelle de toute l'économie, en tenant compte de ses limites (puisque'il s'agit d'une simple traduction des objectifs de **réduction des émissions** fixés au niveau des États en cibles au niveau des entreprises). Il convient également de lire l'AR parallèlement à l'AR 26 et l'AR 27 et aux trajectoires de décarbonation sectorielles auxquelles ces exigences d'application renvoient.
- AR 3. Lorsqu'elle publie les informations requises au titre du paragraphe 16, point d), l'entreprise peut prendre en considération:
- a) les **émissions cumulées de GES verrouillées** associées aux principaux actifs de l'année de référence jusqu'en 2030 et 2050 exprimées en tonnes équivalent CO₂. Ce volume sera évalué comme étant la somme des émissions de GES estimées des scopes 1 et 2 sur la durée de vie opérationnelle des principaux actifs effectivement utilisés et fermement planifiés. Les principaux actifs sont ceux détenus ou contrôlés par l'entreprise. Ils consistent en des actifs existants ou planifiés (tels que des **installations**, des infrastructures ou des équipements fixes ou mobiles) qui sont des sources d'émissions de GES significatives, soit directes, soit indirectes, quand elles sont liées à l'énergie. Les principaux actifs fermement planifiés sont ceux que l'entreprise déploiera très probablement au cours des cinq années suivantes;
 - b) les émissions cumulées de GES verrouillées associées aux émissions directes de GES produites lors de la phase d'utilisation des produits vendus, exprimées en tonnes équivalent CO₂ et évaluées comme étant le volume des ventes de produits au cours de l'année de référence multiplié par la somme des émissions directes estimées de GES produites lors de la phase d'utilisation sur la durée de vie prévue. Cette exigence ne s'applique que si l'entreprise a défini comme significative, conformément à l'exigence de publication E1-6, paragraphe 51, la **catégorie du scope 3** intitulée «utilisation de produits vendus»; et
 - c) une description des plans de gestion, c'est-à-dire de transformation, de déclassement ou de suppression progressive de ses actifs et produits à forte intensité de GES et d'énergie.

- AR 4. Lorsqu'elle publie les informations requises au titre du paragraphe 16, point e), l'entreprise explique comment l'alignement de ses activités économiques sur les dispositions du règlement délégué (UE) 2021/2139 de la Commission devrait évoluer avec le temps afin de soutenir sa transition vers une économie durable. Ce faisant, l'entreprise tient compte des indicateurs clés de performance qui doivent être publiés en vertu de l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (en particulier le chiffre d'affaires et les dépenses d'investissement alignés sur la taxinomie ainsi que, le cas échéant, les plans CapEx).
- AR 5. Lorsqu'elle publie les informations requises au titre du paragraphe 16, point g), l'entreprise indique si elle est exclue, ou non, des indices de référence «accord de Paris» de l'Union sur la base des critères d'exclusion énoncés à l'article 12, paragraphe 1, points d) à g) ⁽⁴⁶⁾, et à l'article 12, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission (règlement sur les normes relatives aux indices de référence en matière de climat) ⁽⁴⁷⁾.

Exigence de publication liée à ESRS 2 SBM-3 — Impacts, risques et opportunités matériels et leur interaction avec la stratégie et le modèle économique

- AR 6. Lorsqu'elle publie les informations sur le périmètre de l'analyse de résilience requises par le paragraphe 19, point a), l'entreprise explique quelle partie de ses propres activités et de sa **chaîne de valeur** en amont et en aval et quels **risques physiques** et **risques de transition** matériels ont pu être exclus de cette analyse.
- AR 7. Lorsqu'elle publie les informations sur la manière dont l'analyse de résilience a été réalisée conformément au paragraphe 19, point b), l'entreprise décrit:
- a) les hypothèses critiques retenues concernant la manière dont la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et résiliente influera sur les tendances macroéconomiques qui l'entourent, la consommation et le mix énergétiques, ainsi que les hypothèses en matière de déploiement technologique;
 - b) les horizons temporels appliqués et leur alignement sur les **scénarios** climatiques et économiques envisagés pour déterminer les **risques physiques** et **de transition** matériels (paragraphe AR 11 et AR 12) et fixer des **cibles de réduction des émissions de GES** (déclarées au titre de l'exigence de publication E1-4); et
 - c) la manière dont l'estimation des **effets financiers attendus** des **risques physiques** et **de transition** matériels (requis par l'exigence de publication E1-9) et les **actions** et ressources d'atténuation (communiquées au titre de l'exigence de publication E1-3) ont été prises en considération.

⁽⁴⁶⁾ L'article 12, paragraphe 1, du règlement sur les normes relatives aux indices de référence en matière de climat dispose que «[l]es administrateurs d'indices de référence "accord de Paris" de l'Union excluent de ces indices toutes les entreprises suivantes:

- a) les entreprises qui tirent au moins 1 % de leur chiffre d'affaires de la prospection, de l'extraction, de la distribution ou du raffinage de houille et de lignite;
- b) les entreprises qui tirent au moins 10 % de leur chiffre d'affaires de la prospection, de l'extraction, de la distribution ou du raffinage de combustibles liquides;
- c) les entreprises qui tirent au moins 50 % de leur chiffre d'affaires de la prospection, de l'extraction, de la fabrication ou de la distribution de combustibles gazeux; ou
- d) les entreprises qui tirent au moins 50 % de leur chiffre d'affaires d'activités de production d'électricité présentant une intensité d'émission de GES supérieure à 100 g CO₂ e/kWh».

L'article 12, paragraphe 2, dispose que «[l]es administrateurs d'indices de référence "accord de Paris" de l'Union excluent de ces indices toute entreprise dont ils constatent ou estiment, ou dont des fournisseurs de données externes constatent ou estiment, conformément aux dispositions de l'article 13, paragraphe 2, relatives aux estimations, qu'elle porte un préjudice significatif à au moins un des objectifs environnementaux visés à l'article 9 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil».

⁽⁴⁷⁾ Cette exigence de publication est en outre conforme aux exigences du Modèle 1 — Risque de transition lié au changement climatique figurant dans le règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission.

- AR 8. Lorsqu'elle publie les informations relatives aux résultats de l'analyse de résilience requises par le paragraphe 19, point c), l'entreprise décrit:
- a) les domaines d'incertitude de l'analyse de résilience et la mesure dans laquelle les actifs et les activités économiques à risque sont pris en compte dans la définition de la stratégie de l'entreprise, dans ses décisions d'investissement, ainsi que dans les **actions** d'atténuation actuelles ou prévues;
 - b) la capacité de l'entreprise à ajuster ou à adapter sa stratégie et son **modèle économique** au changement climatique à court, moyen et long terme, y compris en s'assurant un accès continu à des financements d'un coût abordable, en ayant la capacité de redéployer, moderniser ou déclasser des actifs existants, en revoyant son portefeuille de produits et de services, ou en assurant la reconversion de son personnel.

Gestion des impacts, risques et opportunités

Exigence de publication liée à ESRS 2 IRO-1 — Description des processus permettant d'identifier et d'évaluer les impacts, risques et opportunités matériels liés au climat

- AR 9. Lorsqu'elle publie les informations relatives aux processus permettant d'identifier et d'évaluer les impacts sur le climat conformément au paragraphe 20, point a), l'entreprise explique comment elle a:
- a) préanalysé ses activités et ses plans afin d'identifier les sources réelles et potentielles d'émissions de GES et, le cas échéant, les vecteurs d'autres impacts sur le climat (par exemple, les **émissions** de carbone noir ou d'ozone troposphérique, ou des **changements d'affectation des terres**), dans le cadre de ses propres activités et tout au long de sa chaîne de valeur; et
 - b) analysé ses impacts réels et potentiels sur le changement climatique (c'est-à-dire ses émissions totales de GES).
- AR 10. L'entreprise peut lier les informations publiées au titre du paragraphe 20, point a), et de l'AR 9 aux informations publiées conformément aux exigences de publication suivantes: l'exigence de publication E1-1, paragraphe 16, point d), relative aux émissions de GES verrouillées; l'exigence de publication E1-4 et l'exigence de publication E1-6.
- AR 11. Lorsqu'elle publie les informations relatives aux processus permettant d'identifier et d'évaluer les **risques physiques** conformément au paragraphe 20, point b), l'entreprise explique si et comment:
- a) elle a identifié des aléas climatiques (voir tableau ci-dessous) à court, moyen et long terme et préanalysé si ses actifs et ses activités économiques pouvaient être exposés à ces aléas;
 - b) elle a défini des horizons temporels à court, moyen et long terme et comment ces définitions sont liées à la durée de vie prévue des actifs, aux horizons de planification stratégique et aux plans d'allocation des fonds propres de l'entreprise;
 - c) elle a évalué dans quelle mesure ses actifs et ses activités économiques pouvaient être exposés et étaient sensibles aux aléas climatiques identifiés, en tenant compte de la probabilité, de l'ampleur et de la durée de ces aléas, ainsi que des coordonnées géospatiales (telles que la nomenclature des unités territoriales statistiques — NUTS pour le territoire de l'Union) de ses sites et de ses **chaînes d'approvisionnement**;
 - d) l'identification des aléas climatiques et l'évaluation de l'exposition et de la sensibilité reposent sur des **scénarios** climatiques à **émissions** élevées qui peuvent s'inspirer, par exemple, du scénario SSP5-8.5 du GIEC, sur des projections climatiques régionales pertinentes basées sur de tels scénarios d'émissions, ou sur des scénarios climatiques du réseau des banques centrales et des superviseurs pour le verdissement du système financier (NGFS) de type «Hot house world» (Vers un monde plus chaud) ou «Too little, too late» (Trop peu, trop tard) dans lesquels les risques physiques sont élevés. Concernant les exigences générales relatives à l'**analyse des scénarios** climatiques, voir les paragraphes 18 et 19 ainsi que l'AR 13, l'AR 14 et l'AR 15.

Classification des aléas climatiques

[Source: règlement délégué (UE) 2021/2139 de la Commission]

	Aléas liés à la température	Aléas liés au vent	Aléas liés à l'eau	Aléas liés aux masses solides
Chroniques	Modification des températures (air, eau douce, eau de mer)	Modification des régimes des vents	Modification des régimes et types de précipitations (pluie, grêle, neige/glace)	Érosion du littoral
	Stress thermique		Variabilité hydrologique ou des précipitations	Dégradation des sols
	Variabilité des températures		Acidification des océans	Érosion des sols
	Dégel du pergélisol		Intrusion saline	Solifluxion
			Élévation du niveau de la mer	
			Stress hydrique	
Aigus	Vague de chaleur	Cyclones, ouragans, typhons	Sécheresse	Avalanche
	Vague de froid/gel	Tempêtes (y compris tempêtes de neige, de poussière et de sable)	Fortes précipitations (pluie, grêle, neige/glace)	Glissement de terrain
	Feu de forêt	Tornade	Inondation (côtières, fluviales, pluviales, par remontée d'eaux souterraines)	Affaissement
			Débordement de lacs glaciaires	

AR 12. Lorsqu'elle publie les informations relatives aux processus permettant d'identifier les **opportunités** et les **risques de transition** conformément au paragraphe 20, point c), l'entreprise explique si et comment:

- elle a identifié des événements liés à la transition (voir exemples dans le tableau ci-dessous) à court, moyen et long terme et préanalysé si ses actifs et ses activités économiques pouvaient être exposés à ces événements. En cas d'opportunités et de risques de transition, les éléments considérés comme étant à long terme peuvent couvrir plus de 10 ans et être alignés sur les objectifs des **politiques** publiques en matière de climat;
- elle a évalué la mesure dans laquelle ses actifs et ses activités économiques pouvaient être exposés et étaient sensibles aux événements liés à la transition identifiés, en tenant compte de la probabilité, de l'ampleur et de la durée de ces événements;
- elle a étayé l'identification des événements liés à la transition ainsi que l'évaluation de l'exposition au moyen d'une **analyse de scénarios** climatiques, en prenant en considération au moins un scénario conforme à l'accord de Paris et limitant le changement climatique à 1,5 °C, par exemple, sur la base de scénarios de l'Agence internationale de l'énergie (zéro émission nette à l'horizon 2050, scénario de développement durable, etc.), ou des scénarios climatiques du réseau des banques centrales et des superviseurs pour le verdissement du système financier (NGFS). Concernant les exigences générales relatives à l'analyse des scénarios climatiques, voir les paragraphes 18 et 19 ainsi que l'AR 13, l'AR 14 et l'AR 15; et

- d) elle a identifié les actifs et activités économiques qui sont incompatibles ou nécessitent des efforts importants pour être compatibles avec une transition vers une économie neutre pour le climat [par exemple, en raison d'un volume significatif d'**émissions de GES verrouillées** ou d'une incompatibilité avec les exigences relatives à l'alignement sur la taxinomie énoncées dans le règlement délégué (UE) 2021/2139 de la Commission].

Exemples d'événements liés à la transition climatique (exemples fondés sur la classification TCFD)			
Politiques publiques et législation	Technologie	Marché	Réputation
Tarification accrue des émissions de GES	Remplacement des produits et services existants par des solutions à faibles émissions	Modification du comportement des clients	Évolution des préférences des consommateurs
Renforcement des obligations relatives à la déclaration des émissions	Investissements infructueux dans les nouvelles technologies	Incertitude dans les signaux du marché	Stigmatisation du secteur
Mandats et réglementations relatifs aux produits et services existants	Coûts de la transition vers une technologie à faibles émissions	Augmentation du coût des matières premières	Préoccupation accrue des parties prenantes
Mandats et réglementations relatifs aux processus de production existants			Retour d'information négatif des parties prenantes
Exposition à des litiges			

Analyse de scénarios climatiques

AR 13. Lorsqu'elle publie les informations requises au titre des paragraphes 19, 20 et 21, et des AR 10 et 11, l'entreprise explique comment elle a utilisé une **analyse de scénarios** climatiques correspondant à sa situation pour étayer l'identification et l'évaluation des **opportunités** et des **risques physiques** et **de transition** à court, moyen et long terme, en précisant:

- les **scénarios** qui ont été utilisés, ainsi que leurs sources et leur alignement sur les dernières données scientifiques;
- les informations narratives, les horizons temporels et les paramètres utilisés, assortis d'un argumentaire expliquant pourquoi elle estime que l'éventail des scénarios utilisé couvre les risques et incertitudes plausibles auxquels est exposée;
- les principaux vecteurs et atouts pris en considération dans chaque scénario et les raisons pour lesquelles ils sont pertinents pour l'entreprise, par exemple les hypothèses d'évolution des **politiques**, les tendances macroéconomiques, l'utilisation de l'énergie et le mix énergétique, ou encore les hypothèses technologiques; et
- les principales données d'entrée utilisées dans les scénarios et les principales contraintes auxquels ils sont soumis, y compris leur niveau de détail (par exemple, si l'analyse des risques physiques liés au climat est fondée sur des coordonnées géospatiales propres à la localisation de l'entreprise, ou sur des données générales à l'échelle nationale ou régionale).

AR 14. Lors de l'**analyse des scénarios**, l'entreprise peut prendre en considération les orientations suivantes: le supplément technique du TCFD sur «L'utilisation de l'analyse de scénarios dans la publication des risques et opportunités liés au changement climatique» (2017); les «Orientations sur l'analyse de scénarios à l'intention des entreprises non financières» du TCFD (2020); la norme ISO 14091:2021, «Adaptation au changement climatique — Lignes directrices sur la vulnérabilité, les impacts et l'évaluation des risques»; toute autre norme industrielle reconnue comme celles du réseau des banques centrales et des superviseurs pour le verdissement du système financier (NGFS); de même que les réglementations européennes, nationales, régionales et locales.

AR 15. L'entreprise explique brièvement comment les **scénarios** climatiques utilisés sont compatibles avec les hypothèses critiques en matière de climat formulées dans les états financiers.

Exigence de publication E1-2 — Politiques liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci

AR 16. Les **politiques** liées à l'**atténuation du changement climatique** ou à l'**adaptation** à celui-ci peuvent être communiquées séparément, étant donné que leurs objectifs, les personnes concernées, les **actions** et les ressources nécessaires à leur mise en œuvre sont différents.

AR 17. Les **politiques** liées à l'**atténuation du changement climatique** visent la gestion des **émissions de GES**, des absorptions des GES et des **risques de transition** de l'entreprise sur différents horizons temporels, dans le cadre de ses propres activités et/ou dans sa **chaîne de valeur** en amont et en aval. L'exigence visée au paragraphe 22 concerne les politiques portant spécifiquement sur l'atténuation du changement climatique, mais aussi les politiques menées dans d'autres domaines qui favorisent indirectement cette atténuation, telles que les politiques en matière de **formation**, les politiques relatives aux marchés publics ou aux **chaînes d'approvisionnement**, les politiques d'investissement ou les politiques en matière de développement de produits.

AR 18. Les **politiques** liées à l'**adaptation au changement climatique** portent sur la gestion des risques climatiques physiques de l'entreprise ainsi que sur les **risques de transition** de cette dernière liés à l'adaptation au changement climatique. L'exigence visée aux paragraphes 22 et 25 concerne les politiques portant spécifiquement sur l'adaptation au changement climatique, mais aussi les politiques menées dans d'autres domaines qui favorisent indirectement cette adaptation, telles que les politiques en matière de **formation** ou les politiques en matière d'urgence, de sécurité ou de santé.

Exigence de publication E1-3 — Actions et ressources en rapport avec les politiques en matière de changement climatique

AR 19. Lorsqu'elle publie les informations relatives aux **actions** conformément au paragraphe 29, points a) et b), l'entreprise peut:

- a) communiquer les principales actions menées et/ou les plans adoptés pour mettre en œuvre les **politiques d'atténuation du changement climatique** et d'**adaptation** à celui-ci dans le cadre d'actions uniques ou distinctes;
- b) regrouper les types d'actions d'atténuation (leviers de décarbonation), tels que l'efficacité énergétique, l'électrification, le changement de combustible, l'utilisation d'**énergies renouvelables**, la modification des produits et la décarbonation de la chaîne d'approvisionnement, en fonction des actions spécifiques sur l'entreprise;
- c) publier la liste des principales actions d'atténuation parallèlement aux **cibles** mesurables (conformément à l'exigence de publication E1-4) en les ventilant par levier de décarbonation; et
- d) communiquer les actions en matière d'**adaptation au changement climatique** par type de solution, telle que l'adaptation fondée sur la nature, l'ingénierie ou les solutions technologiques.

AR 20. Lorsqu'elle publie les informations relatives aux ressources, requises au titre du paragraphe 29, point c), l'entreprise ne publie que les montants significatifs des OpEx et des CapEx nécessaires à la mise en œuvre des **actions**, étant donné que ces informations ont pour but de démontrer la crédibilité de ses actions plutôt que de rapprocher des états financiers les montants qui ont été publiés. Les montants des CapEx et OpEx publiés correspondent aux ajouts apportés aux immobilisations corporelles et incorporelles au cours de l'exercice en cours ainsi qu'aux ajouts prévus pour les futures périodes de mise en œuvre des actions. Les montants publiés ne représentent que les investissements financiers supplémentaires qui contribuent directement à la réalisation des **cibles** de l'entreprise.

- AR 21. Conformément aux exigences d'ESRS 2 MDR-A, l'entreprise explique si et dans quelle mesure sa capacité à mettre en œuvre les **actions** dépend de la disponibilité et de l'allocation de ressources. L'accès permanent à un financement à un coût abordable du capital peut être essentiel pour la mise en œuvre des actions de l'entreprise, lesquelles comprennent les ajustements de cette dernière à l'évolution de l'offre/de la demande ou ses acquisitions connexes, ou encore des investissements significatifs dans la recherche et le développement (R&D).
- AR 22. Les montants des OpEx et des CapEx nécessaires à la mise en œuvre des **actions** publiées au titre du paragraphe 29, point c), sont cohérents avec les indicateurs clés de performance (indicateurs clés de performance des CapEx et des OpEx) et, le cas échéant, avec le plan CapEx requis par le règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission. L'entreprise explique toute différence potentielle entre les montants significatifs des OpEx et CapEx publiés au titre de la présente norme et les indicateurs clés de performance publiés en vertu du règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission en raison, par exemple, de la publication d'activités économiques non éligibles au sens dudit règlement délégué. L'entreprise peut structurer ses actions par activité économique pour comparer ses OpEx et CapEx et, le cas échéant, ses plans OpEx et/ou CapEx avec ses indicateurs clés de performance alignés sur la taxinomie.

Indicateurs et cibles

Exigence de publication E1-4 — Cibles liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci

- AR 23. Au titre du paragraphe 34, point a), l'entreprise peut publier les cibles de **réduction des émissions de GES** en valeur d'intensité. Les cibles d'intensité sont formulées sous forme de ratios d'**émissions de GES** par rapport à une unité d'activité physique ou de production économique. Les unités d'activité ou de production pertinentes sont visées dans les ESRS sectorielles. Dans les cas où l'entreprise n'a fixé qu'une seule cible de réduction d'intensité des GES, elle publie néanmoins les valeurs absolues associées pour l'année cible et l'année ou les années cible(s) intermédiaire(s). Cela peut aboutir à une situation dans laquelle l'entreprise est tenue de publier une augmentation des émissions de GES en valeur absolue pour l'année cible et la ou les années cible(s) intermédiaire(s), par exemple parce qu'elle prévoit une croissance organique de son activité.
- AR 24. Lorsqu'elle publie les informations requises au titre du paragraphe 34, point b), l'entreprise précise la part de la cible correspondant à chaque **scope (1, 2 ou 3) d'émissions de GES**. Elle indique la méthode utilisée pour calculer les **émissions** de GES du scope 2 incluses dans la cible (c'est-à-dire soit la méthode fondée sur la localisation, soit la méthode fondée sur le marché). Si la limite de la **cible de réduction des émissions** de GES diffère de celle des émissions de GES déclarées au titre de l'exigence de publication E1-6, l'entreprise communique quels gaz sont concernés, le pourcentage respectif des émissions de GES des scopes 1, 2 et 3 ainsi que les émissions totales de GES couvertes par la cible. En ce qui concerne les **cibles** de réduction des émissions de GES de ses filiales, l'entreprise applique ces exigences de manière analogue au niveau de la filiale.
- AR 25. Lors de la publication des informations requises au titre du paragraphe 34, point c), sur la base de l'année de référence et de la valeur de référence:
- l'entreprise explique brièvement comment elle a fait en sorte que la valeur de référence par rapport à laquelle la progression vers la réalisation de la cible est mesurée soit représentative en termes d'activités couvertes et d'influences dues à des facteurs externes (par exemple, des anomalies de température au cours d'une année donnée qui influencent la consommation d'énergie et les émissions de GES correspondantes). Cela peut se faire par une normalisation de la valeur de référence ou en utilisant une valeur de référence dérivée d'une moyenne sur trois ans si un tel calcul permet une meilleure représentativité et une représentation plus fidèle;
 - la valeur de référence et l'année de référence ne sont pas modifiées à moins que des changements significatifs n'interviennent dans la cible ou dans la limite de déclaration. Dans ce cas, l'entreprise explique l'effet de la nouvelle valeur de référence sur la nouvelle cible, sur sa réalisation et sur la présentation des progrès accomplis au fil du temps. Dans un plus grand souci de comparabilité, lorsqu'elle fixe de nouvelles **cibles**, l'entreprise sélectionne une année de référence récente qui ne précède pas de plus de trois ans la première année de référence de la nouvelle période cible. Par exemple, si 2030 est l'année cible et que la période cible est comprise entre 2025 et 2030, l'année de référence sera choisie dans la période comprise entre 2022 et 2025;

- c) l'entreprise actualise son année de référence à partir de 2030 et après chaque période de cinq ans par la suite. Cela signifie qu'avant 2030, les années de référence choisies par les entreprises peuvent être soit l'année de référence actuellement appliquée pour les cibles existantes, soit la première année d'application des obligations d'information en matière de durabilité conformément à l'article 5, paragraphe 2 de la directive (UE) 2022/2464 (2024, 2025 ou 2026) et, après 2030, tous les cinq ans (2030, 2035, etc.); et
- d) lorsqu'elle présente des cibles liées au climat, l'entreprise peut publier les progrès dans la réalisation de ces cibles qu'elle a accomplis avant l'année de référence en cours. Ce faisant, l'entreprise veille, dans toute la mesure du possible, à ce que les informations sur les progrès accomplis par le passé soient conformes aux exigences de la présente norme. En cas de différences méthodologiques, par exemple en ce qui concerne les limites de la cible, l'entreprise fournit une brève explication de ces différences.

AR 26. Lorsqu'elle publie les informations requises au titre du paragraphe 34, points d) et e), l'entreprise présente les informations couvrant la période cible par rapport à une trajectoire d'émissions spécifique au secteur, si celle-ci est disponible, ou à une trajectoire d'émissions transsectorielle compatible avec la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C. À cette fin, l'entreprise calcule une valeur cible de référence alignée sur 1,5 °C pour les scopes 1 et 2 (et, le cas échéant, une valeur distincte pour le scope 3) par rapport à laquelle ses propres **cibles de réduction des émissions** de GES ou ses cibles intermédiaires dans les scopes concernés peuvent être comparées.

AR 27. La valeur cible de référence peut être calculée en multipliant les **émissions** de GES de l'année de référence par un facteur de réduction des émissions sectoriel (méthode de décarbonation sectorielle) ou un facteur de **réduction des émissions** transsectoriel (méthode de contraction). Ces facteurs de réduction des émissions peuvent être obtenus à partir de différentes sources. L'entreprise veille à ce que la source utilisée soit fondée sur une trajectoire de réduction des émissions compatible avec la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C.

AR 28. Les facteurs de **réduction des émissions** sont susceptibles d'évoluer encore. Par conséquent, les entreprises sont encouragées à n'utiliser que des informations actualisées et publiquement accessibles.

	2030	2050
Trajectoire de réduction transsectorielle (contraction) sur la base de l'année 2020 comme année de référence	– 42 %	– 90 %

Source: «Pathways to Net-zero —SBTi Technical Summary» (version 1.0, octobre 2021).

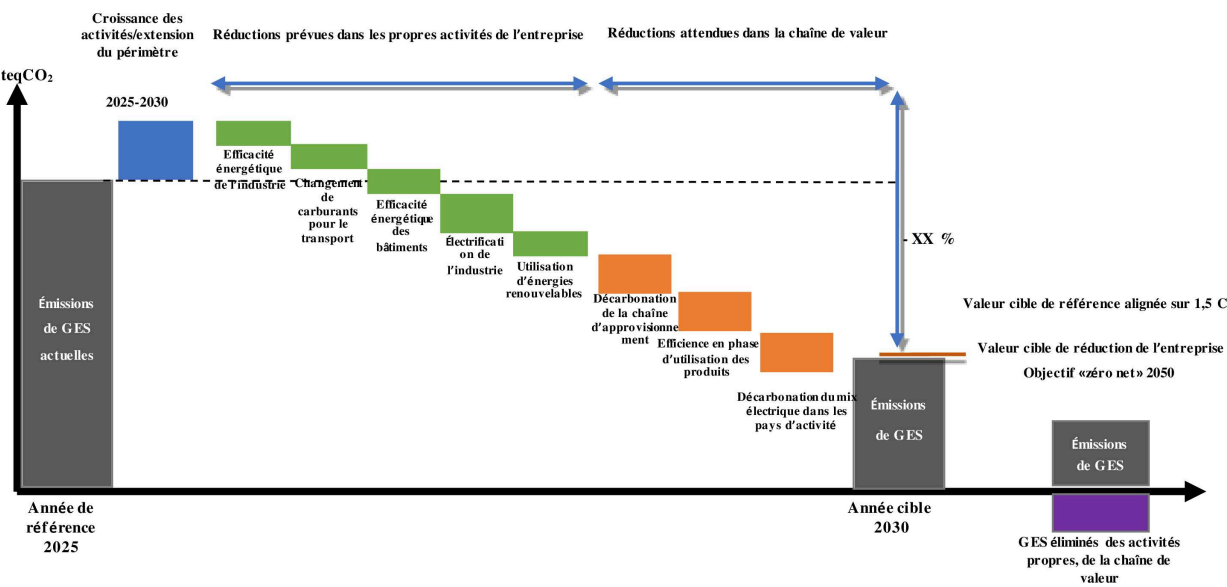
AR 29. La valeur cible de référence dépend des **émissions** de l'année de référence et des émissions de référence de la cible de **réduction des émissions** de GES de l'entreprise. En conséquence, la valeur cible de référence applicable pour les entreprises utilisant une année de référence récente ou résultant d'émissions de référence plus élevées peut être moins difficile à atteindre pour les entreprises qui ont déjà mené des **actions** ambitieuses par le passé pour réduire les émissions de GES. C'est pourquoi les entreprises qui, par le passé, ont réalisé des réductions d'émissions de GES compatibles avec une trajectoire transsectorielle ou sectorielle alignée sur l'objectif de 1,5 °C peuvent ajuster leurs émissions de référence en conséquence lorsqu'il s'agit de déterminer la valeur cible de référence. Dès lors, si l'entreprise ajuste les émissions de référence pour déterminer la valeur cible de référence, elle ne tient pas compte des réductions des émissions de GES qui précèdent l'année 2020 et fournit des preuves appropriées de la réduction des émissions de GES qu'elle a réalisée par le passé.

AR 30. Lorsqu'elle publie les informations requises au titre du paragraphe 34, point f), l'entreprise:

- a) décrit, concernant les **actions d'atténuation du changement climatique** qu'elle a mises en place, les **leviers de décarbonation** et leur contribution quantitative estimée à la réalisation de ses **cibles de réduction des émissions** de GES, avec une ventilation par scope (1, 2 et 3);

- b) précise si elle envisage d'adopter de nouvelles technologies et décrit leur rôle dans la réalisation de ses cibles de réduction des émissions de GES; et
- c) explique si et comment elle a envisagé divers **scénarios** climatiques, dont au moins un scénario climatique compatible avec la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C, afin de détecter les évolutions pertinentes liées à l'environnement, à la société, à la technologie, au marché et aux **politiques publiques**, et afin de définir ses leviers de décarbonation.

AR 31. L'entreprise peut présenter ses **cibles de réduction des émissions** de GES ainsi que les **actions d'atténuation du changement climatique** mises en place (voir paragraphe AR 19) sous la forme d'un tableau ou d'une trajectoire graphique montrant l'évolution dans le temps. Le graphique et le tableau suivants fournissent des exemples combinant des cibles et des leviers de décarbonation:



	Année de référence (par exemple, 2025)	Cible 2030	Cible 2035	...	Jusqu'à la cible 2050
Émissions de GES (kteqCO ₂)	100	60	40		
Efficacité énergétique et réduction de la consommation	—	– 10	– 4		
Efficience des matériaux et réduction de la consommation	—	– 5	—		
Changement de combustible	—	– 2	—		
Électrification	—	—	– 10		
Utilisation d'énergies renouvelables	—	– 10	– 3		
Suppression progressive, remplacement ou modification du produit	—	– 8	—		
Suppression progressive, remplacement ou modification du procédé	—	– 5	– 3		
Autres	—	—			

Exigence de publication E1-5 — Consommation d'énergie et mix énergétique**Indications de calcul**

AR 32. Lorsqu'elle prépare les informations relatives à la consommation d'énergie requises au titre du paragraphe 35, l'entreprise:

- a) déclare uniquement l'énergie consommée liée aux procédés détenus ou contrôlés par l'entreprise en appliquant le même périmètre que celui utilisé pour la déclaration des émissions de GES des scopes 1 et 2;
- b) exclut les matières premières et les combustibles qui ne sont pas brûlés à des fins énergétiques. L'entreprise qui consomme du combustible comme matière première peut publier des informations sur cette consommation séparément des informations à publier requises;
- c) veille à ce que toutes les informations quantitatives relatives à l'énergie soient déclarées en mégawattheures (MWh) de pouvoir calorifique inférieur. Si les données brutes des informations relatives à l'énergie ne sont disponibles que dans des unités d'énergie autres que le MWh [telles que le gigajoule (GJ) ou la British Thermal Unit (Btu)], en unités de volume (telles que les pieds cubes ou les gallons) ou en unités de masse (telles que les kilogrammes ou les livres), ces données doivent être converties en MWh à l'aide de facteurs de conversion appropriés (voir par exemple l'annexe II du cinquième rapport d'évaluation du GIEC). Les facteurs de conversion utilisés pour les combustibles sont présentés de manière transparente et appliqués de manière cohérente;
- d) veille à ce que toutes les informations quantitatives relatives à l'énergie soient déclarées en tant que consommation finale d'énergie, en se référant à la quantité d'énergie effectivement consommée par l'entreprise, en utilisant par exemple le tableau figurant à l'annexe IV de la directive (UE) 2012/27 du Parlement européen et du Conseil ⁽⁴⁸⁾ relative à l'efficacité énergétique;
- e) veille à ne pas comptabiliser deux fois une consommation de combustible, si elle fait part d'une consommation d'énergie autoproduite; si elle produit de l'électricité à partir d'une source de combustible, renouvelable ou non, et consomme ensuite l'électricité produite, elle ne comptabilise cette consommation d'énergie qu'une seule fois, dans sa consommation de combustible;
- f) n'effectue pas de compensation de sa consommation d'énergie, même si de l'énergie produite **sur site** est vendue à un tiers et utilisée par celui-ci;
- g) veille à ne pas comptabiliser sous la rubrique «énergie achetée ou acquise» l'énergie dont la source s'inscrit dans les limites organisationnelles de l'entreprise;
- h) comptabilise sous la rubrique «énergie achetée ou acquise» la vapeur, la chaleur ou le froid reçus en tant qu'«énergie fatale» provenant de procédés industriels d'un tiers;
- i) comptabilise l'hydrogène renouvelable ⁽⁴⁹⁾ en tant que combustible renouvelable; l'hydrogène qui ne provient pas entièrement de sources renouvelables est inclus dans la rubrique «consommation de combustible provenant d'autres sources non renouvelables»;

⁽⁴⁸⁾ Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE (JO L 315 du 14.11.2012, p. 1.).

⁽⁴⁹⁾ Conformément aux exigences énoncées dans les actes délégués concernant l'hydrogène provenant de sources renouvelables: règlement délégué de la Commission du 10 février 2023 complétant la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil en établissant une méthodologie de l'Union définissant des règles détaillées pour la production de carburants liquides et gazeux renouvelables destinés au secteur des transports, d'origine non biologique; et règlement délégué de la Commission du 10 février 2023 complétant la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil en établissant un seuil minimal de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les carburants à base de carbone recyclé et en précisant la méthode d'évaluation des réductions des émissions de gaz à effet de serre réalisées grâce aux carburants liquides et gazeux renouvelables destinés aux transports, d'origine non biologique, et aux carburants à base de carbone recyclé.

- j) adopte une approche prudente lors de la répartition de l'électricité, de la vapeur, de la chaleur ou du froid entre les sources renouvelables et non renouvelables, sur la base de l'approche appliquée pour calculer les émissions de GES du scope 2 fondées sur le marché. L'entreprise ne considère ces consommations d'énergie comme provenant de sources renouvelables que si l'origine de l'énergie achetée est clairement définie dans les accords contractuels conclus avec ses **fournisseurs** [accord d'achat d'électricité renouvelable, tarifs standardisés pour l'électricité verte, instruments de marché tels que la garantie d'origine attestant de l'approvisionnement à partir de sources renouvelables en Europe ⁽⁵⁰⁾ ou instruments similaires tels que les certificats d'énergie renouvelable aux États-Unis et au Canada, etc.].

AR 33. Les informations requises au titre du paragraphe 38 sont applicables si l'entreprise est active dans un moins un **secteur à fort impact climatique**. Les informations requises au titre du paragraphe 38, points a) à e), incluent également l'énergie provenant de sources fossiles consommée au cours d'opérations non liées à des secteurs à fort impact climatique.

AR 34. Les informations relatives à la consommation d'énergie et au mix énergétique peuvent être présentées en utilisant le tableau suivant pour les **secteurs à fort impact climatique** et pour tous les autres secteurs en supprimant les lignes 1 à 5.

Consommation d'énergie et mix énergétique	Données comparatives	Année N
1) Consommation de combustible provenant du charbon et des produits à base de charbon (en MWh)		
2) Consommation de combustible provenant du pétrole brut et de produits pétroliers (en MWh)		
3) Consommation de combustible provenant du gaz naturel (en MWh)		
4) Consommation de combustible provenant d'autres sources fossiles (en MWh)		
5) Consommation d'électricité, de chaleur, de vapeur et de froid achetés ou acquis à partir de sources fossiles (en MWh)		
6) Consommation totale d'énergie fossile (en MWh) (calculée comme la somme des lignes 1 à 5)		
Part des sources fossiles dans la consommation totale d'énergie (en %)		
7) Consommation provenant de sources nucléaires (en MWh)		
Part de la consommation provenant de sources nucléaires dans la consommation totale d'énergie (en %)		
8) Consommation de combustible provenant de sources renouvelables, y compris de la biomasse (comprenant également des déchets industriels et municipaux d'origine biologique, du biogaz, de l'hydrogène renouvelable, etc.) (en MWh)		

⁽⁵⁰⁾ Basée sur la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

9) Consommation d'électricité, de chaleur, de vapeur et de froid achetés ou acquis à partir de sources renouvelables (en MWh)		
10) Consommation d'énergie renouvelable non combustible autoproduite (en MWh)		
11) Consommation totale d'énergie renouvelable (en MWh) (calculée comme la somme des lignes 8 à 10)		
Part des sources renouvelables dans la consommation totale d'énergie (en %)		
Consommation totale d'énergie (en MWh) (calculée comme la somme des lignes 6, 7 et 11)		

AR 35. La consommation totale d'énergie, ventilée en consommation d'énergie fossile, nucléaire et renouvelable, peut être présentée graphiquement dans l'**état de durabilité** montrant l'évolution dans le temps (par exemple, au moyen d'un diagramme circulaire ou d'un diagramme en barres).

Intensité énergétique sur la base du chiffre d'affaires net

Indications de calcul

AR 36. Lorsqu'elle prépare les informations relatives à l'intensité énergétique requises au titre du paragraphe 40, l'entreprise:

- a) calcule le coefficient d'intensité énergétique à l'aide de la formule suivante:

$$\frac{\text{Consommation totale d'énergie d'activités relevant de secteurs à fort impact climatique (MWh)}}{\text{Chiffre d'affaires net des activités relevant de secteurs à fort impact climatique (unité monétaire)}};$$

- b) exprime la consommation totale d'énergie en MWh et le chiffre d'affaires net en unités monétaires (par exemple en euros);
- c) le numérateur et le dénominateur correspondent uniquement à la part de la consommation finale totale d'énergie (au numérateur) et du chiffre d'affaires net (au dénominateur) attribuable aux activités des **secteurs à fort impact climatique**. En effet, il doit y avoir une cohérence dans ce que recouvrent le numérateur et le dénominateur;
- d) calcule la consommation totale d'énergie conformément à l'exigence énoncée au paragraphe 37;
- e) calcule le chiffre d'affaires net conformément aux exigences des normes comptables applicables aux états financiers, c'est-à-dire l'IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* ou des exigences des principes comptables généralement admis (GAAP) applicables au niveau local.

AR 37. Les informations quantitatives peuvent être présentées dans le tableau suivant.

Intensité énergétique par chiffre d'affaires net	Données comparatives	N	% N/N-1
Consommation totale d'énergie provenant d'activités dans des secteurs à fort impact climatique par chiffre d'affaires net provenant d'activités dans des secteurs à fort impact climatique (en MWh/unité monétaire)			

Connectivité de l'intensité énergétique sur la base du chiffre d'affaires net avec les informations financières

AR 38. Le rapprochement du chiffre d'affaires net provenant d'activités dans des **secteurs à fort impact climatique** avec le poste des états financiers correspondant ou les informations pertinentes à publier (requis au paragraphe 43) peut être présenté:

- a) sous la forme d'un renvoi au poste correspondant ou à des informations figurant dans les états financiers;
- b) si le chiffre d'affaires net ne peut pas faire l'objet d'un renvoi à un poste ou à des informations figurant dans les états financiers, sous la forme d'un rapprochement quantitatif en utilisant le format de tableau ci-dessous.

Chiffre d'affaires net provenant d'activités dans des secteurs à fort impact climatique utilisé pour calculer l'intensité énergétique	
Chiffre d'affaires net (autre)	
Chiffre d'affaires net total (états financiers)	

Exigence de publication E1-6 — Émissions brutes de GES des scopes 1, 2, 3 et émissions totales de GES

Indications de calcul

AR 39. Lorsqu'elle prépare les informations relatives à la déclaration des **émissions** de GES requises au titre du paragraphe 44, l'entreprise:

- a) prend en considération les principes, les exigences et les orientations définis par le protocole des GES dans la norme relative aux entreprises (GHG Protocol Corporate Standard) (version 2004). L'entreprise peut tenir compte de la recommandation (UE) 2021/2279 de la Commission ⁽⁵¹⁾ ou des exigences prescrites par la norme EN ISO 14064-1:2018. Si elle applique déjà la méthode de comptabilisation des GES prescrite dans la norme ISO 14064-1:2018, l'entreprise doit néanmoins satisfaire aux exigences de la présente norme (par exemple, en ce qui concerne les limites de déclaration et les informations à publier sur les émissions de GES du scope 2 fondées sur le marché);
- b) communique les méthodes, les principales hypothèses et les facteurs d'émission utilisés pour calculer ou mesurer les émissions de GES, assortis des raisons de leur sélection, et fournit une référence ou un lien renvoyant aux éventuels outils de calcul utilisés;
- c) inclut les émissions de CO₂, CH₄, N₂O, HFC, PFC, SF₆, et NF₃; d'autres GES peuvent être pris en compte s'ils représentent des émissions significatives; et
- d) utilise les valeurs les plus récentes du **potentiel de réchauffement de la planète (PRP)** publiées par le GIEC sur la base d'un horizon temporel de 100 ans pour calculer les émissions d'équivalents CO₂ de gaz autres que le CO₂.

AR 40. Lorsqu'elle prépare les informations relatives à la déclaration des émissions de GES provenant de ses entreprises associées, coentreprises, filiales non consolidées (entités d'investissement) et accords contractuels requises au titre du paragraphe 50, l'entreprise consolide la totalité des émissions de GES des entités dont elle contrôle les opérations. Concrètement, cette situation survient lorsque l'entreprise détient la licence, ou l'autorisation, pour exploiter les actifs de ces entreprises associées, coentreprises, filiales non consolidées (entités d'investissement) et accords contractuels. Lorsque l'entreprise exerce un contrôle opérationnel temporaire défini contractuellement, elle consolide la totalité des GES émis pendant la durée de son contrôle opérationnel.

⁽⁵¹⁾ Recommandation (UE) 2021/2279 de la Commission du 15 décembre 2021 relative à l'utilisation de méthodes d'empreinte environnementale pour mesurer et indiquer la performance environnementale des produits et des organisations sur l'ensemble du cycle de vie (JO L 471 du 30.12.2021, p. 1).

AR 41. Conformément à ESRS 1, chapitre 3.7, l'entreprise ventile les informations relatives à ses émissions de GES selon qu'il y a lieu. Par exemple, l'entreprise peut ventiler ses **émissions** de GES des scopes 1, 2 et 3 ou ses émissions totales par pays, secteur opérationnel, activité économique, filiale, catégorie de GES (CO₂, CH₄, N₂O, HFC, PFC, SF₆, NF₃ et autres GES pris en considération par l'entreprise) ou par type de source (combustion fixe, combustion mobile, émissions de procédés et émissions fugitives).

AR 42. L'entreprise peut avoir une période de reporting différente de celle de certaines ou de l'ensemble des entités de sa chaîne de valeur. Dans ces circonstances, l'entreprise est autorisée à mesurer ses émissions de GES conformément au paragraphe 44 en utilisant les informations relatives à des périodes de reporting différentes de sa propre période de reporting si ces informations sont obtenues auprès d'entités de sa chaîne de valeur dont les périodes de reporting sont différentes de la sienne, à condition:

- a) que l'entreprise utilise les données disponibles les plus récentes de ces entités présentes dans sa chaîne de valeur afin de mesurer et de publier ses émissions de gaz à effet de serre;
- b) que la durée des périodes de reporting soit identique;
- c) que l'entreprise indique les effets d'événements et de changements de circonstances significatifs (concernant ses émissions de GES) survenus entre les dates de clôture des entités de sa chaîne de valeur et la date des états financiers à usage général de l'entreprise.

AR 43. Lorsqu'elle prépare les informations relatives aux **émissions brutes de GES du scope 1** requises au titre du paragraphe 48, point a), l'entreprise:

- a) calcule ou mesure les émissions de GES résultant de la combustion fixe, de la combustion mobile, des émissions de procédés et des émissions fugitives; et utilise des données d'activité appropriées qui incluent la consommation de combustible provenant de sources non renouvelables;
- b) utilise des facteurs d'émission appropriés et cohérents;
- c) communique les émissions biogènes de CO₂ (en particulier le CH₄ et le N₂O) résultant de la combustion ou de la biodégradation de la biomasse séparément des émissions de GES du scope 1, mais inclut les émissions d'autres types de GES
- d) veille à ne pas inclure dans le calcul des émissions de GES du scope 1 les absorptions ou les **crédits carbone** achetés, vendus ou transférés, ou les quotas de GES; et
- e) concernant la déclaration des activités dans le cadre du SEQUE-UE, déclare les émissions du scope 1 en respectant la méthode du SEQUE de l'UE. La méthode du SEQUE-UE peut aussi être appliquée à des activités menées dans des zones géographiques et des secteurs qui ne sont pas couverts par le SEQUE de l'UE.

AR 44. Lorsqu'elle prépare les informations relatives au pourcentage d'**émissions** de GES du scope 1 relevant des systèmes réglementés d'échange de quotas d'émission requises au titre du paragraphe 48, point b), l'entreprise:

- a) prend en considération les émissions de GES qui proviennent des **installations** qu'elle exploite et qui sont couvertes par des systèmes d'échange de quotas d'émission réglementés (SEQUE), y compris, le cas échéant, le SEQUE-UE, le SEQUE national ou des SEQUE ne relevant pas de l'UE;
- b) inclut uniquement les émissions de CO₂, CH₄, N₂O, HFC, PFC, SF₆, et NF₃;
- c) veille à utiliser la même période comptable pour les émissions brutes de GES du scope 1 et les émissions de GES réglementées dans le cadre du SEQUE; et
- d) calcule le pourcentage à l'aide de la formule suivante:

$$\frac{\text{Émissions de GES (en teqCO}_2\text{) provenant des installations relevant du SEQUE-UE + du SEQUE national + des SEQUE non UE}}{\text{Émissions de GES du scope 1 (en teqCO}_2\text{)}}$$

AR 45. Lorsqu'elle prépare les informations relatives aux **émissions** brutes de GES du scope 2 requises au titre du paragraphe 49, l'entreprise:

- a) prend en considération les principes et les exigences définis par le protocole des GES dans le document d'orientation sur les émissions du scope 2 («GHG Protocol Scope 2 Guidance», version 2015, en particulier les critères de qualité du scope 2 au chapitre 7.1 relatif aux instruments contractuels); peut également tenir compte de la recommandation (UE) 2021/2279 de la Commission et des exigences correspondantes relatives à la quantification des **émissions indirectes de GES** provenant de l'énergie importée figurant dans la norme EN ISO 14064-1:2018;
- b) inclut ses consommations **d'électricité, de vapeur, de chaleur et de froid qu'elle a achetés ou acquis**;
- c) veille à éviter la double comptabilisation des émissions de GES déclarées dans le cadre des scopes 1 ou 3;
- d) applique les méthodes fondées sur la localisation et le marché pour calculer les émissions de GES du scope 2 et fournit des informations sur les types d'instruments contractuels et la part qu'ils représentent. La méthode fondée sur la localisation quantifie les émissions de GES du scope 2 sur la base des facteurs d'émission moyens de la production d'énergie pour des emplacements géographiques définis, y compris ceux définis par les frontières locales, infranationales ou nationales (protocole des GES, orientations pour les émissions du scope 2 («GHG Protocol Scope 2 Guidance», Glossary, 2015). La méthode fondée sur le marché quantifie les émissions de GES du scope 2 sur la base des émissions de GES émises par les producteurs auprès desquels l'entité déclarante achète contractuellement de l'électricité groupée avec des instruments, ou des instruments contractuels seuls (protocole des GES, orientations pour les émissions du scope 2 («GHG Protocol Scope 2 Guidance», Glossary, 2015); dans ce cas, l'entreprise peut publier la part des émissions de GES du scope 2 fondées sur le marché liée à l'électricité achetée de manière groupée avec des instruments tels que la garantie d'origine ou les certificats d'énergie renouvelable. L'entreprise fournit des informations sur la part et les types des instruments contractuels utilisés pour la vente et l'achat d'énergie groupée avec des attributs concernant la production d'énergie ou pour des déclarations d'attributs non groupés.
- e) Elle communique les émissions biogènes de CO₂ résultant de la combustion ou de la biodégradation de la biomasse séparément des émissions de GES du scope 2, mais inclut les émissions d'autres types de GES (en particulier le CH₄ et le N₂O). Si les facteurs d'émission appliqués ne distinguent pas le pourcentage de biomasse ou de CO₂ biogène, l'entreprise communique ce pourcentage. Si les émissions de GES autres que le CO₂ (en particulier le CH₄ et le N₂O) ne sont pas disponibles pour les facteurs d'émission moyens du réseau fondés sur la localisation, ou sont exclues de ces facteurs, ou si elles ne sont pas disponibles sur la base des informations obtenues par la méthode fondée sur le marché, l'entreprise communique les informations relatives à ces émissions.
- f) veille à ne pas inclure dans le calcul des émissions de GES du scope 2 les absorptions, les **crédits carbone** achetés, vendus ou transférés, ou les quotas de GES.

AR 46. Lorsqu'elle prépare les informations relatives aux **émissions** brutes de GES du scope 3 requises au titre du paragraphe 51, l'entreprise:

- a) prend en considération les principes et les dispositions définis dans le cadre du protocole des GES par la norme de comptabilité et de rapport concernant la chaîne de valeur (scope 3) [«Corporate Value Chain (Scope 3) Accounting and Reporting Standard», version 2011]; elle peut également tenir compte de la recommandation (UE) 2021/2279 de la Commission ou des exigences correspondantes relatives à la quantification des **émissions indirectes de GES** figurant dans la norme EN ISO 14064:2018;
- b) s'il s'agit d'un établissement financier, celui-ci prend en considération la norme de comptabilisation et de déclaration des GES destinée au secteur financier, élaborée par le partenariat pour la comptabilité carbone (PCAF), en particulier la partie A «Émissions financées» (version de décembre 2022);

- c) préanalyse, à l'aide d'estimations appropriées, ses émissions totales de GES du scope 3 en se basant sur les 15 catégories du scope 3 définies dans le cadre du protocole des GES par la norme relative aux entreprises («Corporate Standard») et par la norme de comptabilité et de rapport concernant la chaîne de valeur (scope 3) [«Corporate Value Chain (Scope 3) Accounting and Reporting Standard», version 2011]. Elle peut également préanalyser ses **émissions indirectes de GES** sur la base des catégories prévues par la clause 5.2.4 de la norme EN ISO 14064-1:2018 (à l'exclusion des émissions indirectes de GES provenant de l'énergie importée);
- d) identifie et indique les catégories du scope 3 qui la concernent, sur la base de l'ampleur de leurs émissions estimatives de GES et d'autres critères définis dans le cadre du protocole des GES par la norme de comptabilité et de rapport concernant la chaîne de valeur (scope 3) [«Corporate Value Chain (Scope 3) Accounting and Reporting Standard», version 2011, p. 61 et 65 à 68] ou par la norme EN ISO 14064-1:2018, annexe H.3.2, telles que les dépenses financières, l'influence, les **risques et opportunités correspondants liés à la transition**, ou les points de vue des **parties prenantes**;
- e) calcule ou estime les émissions de GES dans les catégories significatives du scope 3 en utilisant des facteurs d'émissions appropriés;
- f) procède chaque année à la mise à jour des émissions de GES du scope 3 dans chaque catégorie significative sur la base des données d'activités actuelles; procède à la mise à jour de l'inventaire complet des émissions de GES du scope 3 au minimum tous les trois ans ou en cas d'événement significatif ou de changement de circonstances significatif (un événement ou un changement de circonstances significatif peut, par exemple, se rapporter à des changements dans les activités ou la structure de l'entreprise, des changements dans les activités ou la structure de sa ou ses chaînes de valeur en amont et en aval, un changement dans la méthode de calcul ou dans la détection d'erreurs);
- g) indique dans quelle mesure les émissions de GES du scope 3 de l'entreprise sont calculées à l'aide de données d'entrée provenant d'activités spécifiques faisant partie de la chaîne de valeur de l'entité en amont et en aval et communique le pourcentage d'émissions calculé à l'aide de données primaires obtenues auprès de **fournisseurs** ou d'autres partenaires de la **chaîne de valeur**.
- h) pour chaque catégorie significative de GES du scope 3, indique les limites de déclaration prises en considération, les méthodes de calcul appliquées pour estimer les émissions de GES ainsi que, le cas échéant, les outils de calcul qui ont été utilisés. Les catégories du scope 3 doivent être cohérentes avec le protocole des GES et inclure:
 - i) les émissions indirectes de GES du scope 3 provenant du groupe comptable consolidé (société mère et filiales);
 - ii) les émissions indirectes de GES du scope 3 provenant d'entreprises associées, de coentreprises et de filiales non consolidées dont l'entreprise a la capacité de contrôler les activités et les relations opérationnelles (c'est-à-dire dont elle détient le contrôle opérationnel);
 - iii) les émissions de GES des scopes 1, 2 et 3 provenant des entreprises associées, des coentreprises, des filiales non consolidées (entités d'investissement) et des accords conjoints dont l'entreprise ne détient pas le **contrôle opérationnel** et lorsque ces entités font partie de la chaîne de valeur en amont et en aval de l'entreprise.
- i) publie une liste des catégories d'émissions de GES du scope 3 incluses dans l'inventaire et exclues de celui-ci, accompagnée d'une justification pour les catégories du scope 3 qui ont été exclues;
- j) indique les émissions biogènes de CO₂ résultant de la combustion ou de la biodégradation de la biomasse qui se produisent dans sa **chaîne de valeur** en amont et en aval séparément des émissions brutes de GES du scope 3, et inclut dans le calcul des émissions de GES du scope 3 les émissions d'autres types de GES (telles que le CH₄ et le N₂O) ainsi que les émissions de CO₂ qui se produisent au cours du cycle de vie de la biomasse et qui ne résultent pas de la combustion ou de la biodégradation (telles que les émissions de GES résultant de la transformation ou du transport de biomasse);

- k) veille à ne pas inclure dans le calcul des émissions de GES du scope 3 les absorptions ou les **crédits carbone** achetés, vendus ou transférés, ou les quotas de GES;

AR 47. Lorsqu'elle prépare les informations relatives aux **émissions** totales de GES, requises au titre du paragraphe 52, l'entreprise:

- a) applique les formules suivantes pour calculer les émissions totales de GES:

Émissions totales de GES *fondées sur la localisation* (en teqCO_2) = émissions brutes du scope 1 + émissions brutes du scope 2 *fondées sur la localisation* + émissions brutes totales du scope 3

Émissions de GES *fondées sur le marché* (en teqCO_2) = émissions brutes du scope 1 + émissions brutes du scope 2 *fondées sur le marché* + émissions brutes du scope 3

- b) communique les émissions totales de GES, en faisant la distinction entre les émissions obtenues respectivement par la méthode fondée sur la localisation et par la méthode fondée sur le marché qui ont été appliquées lors de la mesure des émissions de GES sous-jacentes du scope 2.

AR 48. L'entreprise publie ses **émissions** totales de GES ventilées par scope 1 et 2 et les émissions significatives du scope 3 conformément au tableau ci-dessous.

	Données rétrospectives				Jalons et années cibles			
	Année de référence	Données comparatives	N	% N/N-1	2025	2030	(2050)	Cible annuelle en %/année de référence
Émissions de GES du scope 1								
Émissions brutes de GES du scope 1 [teqCO ₂]								
Pourcentage d'émissions de GES du scope 1 résultant des systèmes d'échange de quotas d'émission réglementés (en %)								
Émissions de GES du scope 2								
Émissions brutes de GES du scope 2 fondées sur la localisation (teqCO ₂)								
Émissions brutes de GES du scope 2 fondées sur le marché (teqCO ₂)								
Émissions significatives de GES du scope 3								
Émissions totales brutes indirectes de GES (scope 3) (teqCO ₂)								
1 Biens et services achetés								
[Sous-catégorie facultative: Services d'informatique en nuage et de centre de données]								
2 Biens d'investissement								

3	Activités relevant des secteurs des combustibles et de l'énergie (non incluses dans les scopes 1 et 2)							
4	Transport et distribution en amont							
5	Déchets produits lors de l'exploitation							
6	Voyages d'affaires							
7	Déplacements domicile-travail des salariés							
8	Actifs loués en amont							
9	Acheminement en aval							
10	Transformation des produits vendus							
11	Utilisation des produits vendus							
12	Traitement en fin de vie des produits vendus							
13	Actifs loués en aval							
14	Franchises							
15	Investissements							
Émissions totales de GES								
	Émissions totales de GES (fondées sur la localisation) (teqCO ₂)							
	Émissions totales de GES (fondées sur le marché) (teqCO ₂)							

AR 49. Afin de mettre en évidence d'éventuels **risques de transition**, l'entreprise peut publier les informations relatives aux **émissions** totales de GES ventilées par principaux pays et, le cas échéant, par secteurs opérationnels (en appliquant les mêmes secteurs pour les états financiers que ceux requis par les normes comptables, c'est-à-dire la norme IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, ou par les principes comptables généralement admis au niveau local). Les émissions de GES du scope 3 peuvent être exclues de ces ventilations par pays si les données correspondantes ne sont pas aisément accessibles.

AR 50. Les **émissions** de GES du scope 3 peuvent également être présentées en fonction des catégories d'émissions indirectes définies dans la norme EN ISO 14064-1:2018.

AR 51. Si les émissions de GES provenant des services d'informatique en nuage et de centres de données achetés sont matérielles dans les **émissions** du scope 3 de l'entreprise, cette dernière communique ces émissions en tant que sous-ensemble de la **catégorie générale du scope 3** «biens et services achetés en amont».

AR 52. Les **émissions** totales de GES ventilées par scope 1, 2 et 3 peuvent être présentées graphiquement dans l'**état de durabilité** (par exemple, sous la forme d'un diagramme circulaire ou d'un diagramme en barres) montrant la répartition des émissions de GES dans la **chaîne de valeur** (amont, propres activités de l'entreprise, transport, aval).

Intensité des GES sur la base du chiffre d'affaires net

Indications de calcul

AR 53. Lorsqu'elle prépare les informations relatives à l'intensité des GES sur la base du chiffre d'affaires net requises au titre du paragraphe 53, l'entreprise:

- a) calcule le coefficient d'intensité des GES à l'aide de la formule suivante:

$$\frac{\text{Émissions totales de GES (teqCO}_2\text{)}}{\text{Chiffre d'affaires net (unité monétaire)}}$$

- b) exprime les **émissions** totales de GES en tonnes métriques équivalent CO₂ et le chiffre d'affaires net en unités monétaires (par exemple, en euros), et présente les résultats obtenus pour la méthode fondée sur le marché ainsi que pour la méthode fondée sur la localisation;
- c) indique les émissions totales de GES au numérateur et le chiffre d'affaires net global au dénominateur;
- d) calcule les émissions totales de GES conformément au paragraphe 44, point d), et au paragraphe 52; et
- e) calcule le chiffre d'affaires net conformément aux exigences des normes comptables appliquées aux états financiers, c'est-à-dire l'IFRS 15 ou les principes comptables généralement admis au niveau local.

AR 54. Les informations quantitatives peuvent être présentées sous le format de tableau suivant.

Intensité des GES par chiffre d'affaires net	Données comparatives	N	% N/N-1
Émissions totales de GES (fondées sur la localisation) par chiffre d'affaires net (en teqCO ₂ /unité monétaire)			
Émissions totales de GES (fondées sur le marché) par chiffre d'affaires net (en teqCO ₂ /unité monétaire)			

Connectivité de l'intensité des GES sur la base du chiffre d'affaires net avec les informations financières

AR 55. Le rapprochement du chiffre d'affaires net utilisé pour calculer l'intensité des GES avec le poste ou les notes correspondants dans les états financiers (comme exigé au paragraphe 55) peut être effectué:

- a) par un renvoi au poste correspondant ou à des informations figurant dans les états financiers;
- b) si le chiffre d'affaires net ne peut pas faire l'objet d'une référence croisée à un poste ou à des informations figurant dans les états financiers, sous la forme d'un rapprochement quantitatif en utilisant le format de tableau ci-dessous.

Chiffre d'affaires net utilisé pour calculer l'intensité des GES	
Chiffre d'affaires net (autre)	

Chiffre d'affaires net total (selon les états financiers)	
---	--

Exigence de publication E1-7 — Projets d'absorption et d'atténuation des GES financés au moyen de crédits carbone

Absorptions et stockage des GES dans le cadre des propres activités de l'entreprise et de sa chaîne de valeur en amont et en aval

AR 56. Parallèlement à ses inventaires d'émissions de GES, l'entreprise indique en toute transparence comment et dans quelle mesure elle améliore les puits naturels ou applique des solutions techniques pour absorber les GES de l'atmosphère dans le cadre de ses propres activités et de sa chaîne de valeur en amont et en aval. Bien qu'il n'existe pas de définitions ou de méthodes généralement admis pour la comptabilisation des absorptions de GES, la présente norme vise à accroître la transparence en ce qui concerne les efforts déployés par l'entreprise pour absorber les GES de l'atmosphère [paragraphe 56, point a), et paragraphe 58]. Les absorptions de GES en dehors de la **chaîne de valeur** que l'entreprise favorise par l'achat de **crédits carbone** doivent être déclarées séparément, ainsi que l'exigent le paragraphe 56, point b), et le paragraphe 59.

AR 57. Lorsqu'elle publie, pour chaque activité d'absorption et de stockage, les informations relatives aux **absorptions et au stockage des GES** provenant de ses propres activités et de sa **chaîne de valeur** en amont et en aval, requises au titre du paragraphe 56, point a), et du paragraphe 58, l'entreprise:

- a) précise les GES concernés;
- b) indique si l'absorption et le stockage sont de nature biogénique ou liés à un **changement d'affectation des terres** (boisement, reboisement, restauration des forêts, plantation d'arbres urbains, agroforesterie, constitution de carbone dans le **sol**, par exemple), de nature technologique (captage direct dans l'air, par exemple) ou hybride (bioénergie avec captage et stockage du CO₂), et fournit les informations technologiques sur l'absorption, le type de stockage et, le cas échéant, le transport des GES absorbés;
- c) le cas échéant, explique brièvement si l'activité peut être considérée comme une solution fondée sur la nature; et
- d) décrit la manière dont le risque de non-permanence est géré, y compris la manière dont les fuites et les inversions sont définies et contrôlées, le cas échéant.

Indications de calcul

AR 58. Lorsqu'elle prépare les informations relatives aux **absorptions et au stockage des GES** provenant de ses propres activités et de sa **chaîne de valeur** en amont et en aval, requises au titre du paragraphe 56, point a), et du paragraphe 58, l'entreprise:

- a) prend en considération, dans toute la mesure du possible, les normes du protocole des GES, à savoir la norme relative aux entreprises («Corporate Standard») (version 2004), la norme relative aux produits («Product Standard», version 2011), les orientations pour l'agriculture («Agriculture Guidance», version 2014) et les orientations concernant l'affectation des terres, le **changement d'affectation des terres** et la foresterie aux fins de la comptabilité des projets de réduction de GES («The Land Use, Land-Use Change, and Forestry Guidance for GHG Project Accounting», version 2006);
- b) applique des méthodes consensuelles en matière de comptabilisation des absorptions de GES dès que celles-ci sont disponibles, notamment le cadre réglementaire de l'UE régissant la certification des absorptions de CO₂;
- c) le cas échéant, explique le rôle des absorptions dans sa **politique d'atténuation du changement climatique**;
- d) inclut les absorptions résultant d'activités qu'elle possède, contrôle ou auxquelles elle contribue, qui n'ont pas été vendues à des tiers sous forme de crédits carbone;

- e) le cas échéant, indique les absorptions de GES réalisées dans le cadre de ses propres activités ou de sa chaîne de valeur qui ont été converties en crédits de carbone et vendues à des tiers sur le marché volontaire;
- f) comptabilise les **émissions** de GES associées à une activité d'absorption, y compris le transport et le stockage, au titre de l'exigence de publication E1-6 (scopes 1, 2 ou 3). Pour une plus grande transparence quant à l'efficacité d'une activité d'absorption, y compris le transport et le stockage, l'entreprise peut communiquer les informations relatives aux émissions de GES associées à cette activité (par exemple, les émissions de GES résultant de l'électricité consommée par les technologies de captage direct dans l'air) parallèlement à la quantité d'émissions de GES absorbées, mais en séparant ces informations;
- g) en cas d'inversion, comptabilise les émissions de GES correspondantes en tant que compensation pour les absorptions au cours de la période de reporting;
- h) utilise les valeurs les plus récentes du **PRP** publiées par le GIEC sur la base d'un horizon temporel de 100 ans pour calculer l'équivalent CO₂ des émissions de gaz autres que le CO₂ et décrit les hypothèses retenues ainsi que les méthodes et les cadres appliqués pour le calcul de la quantité d'absorptions de GES; et
- i) prend en considération les **solutions fondées sur la nature**.

AR 59. L'entreprise ventile et publie séparément les informations relatives aux absorptions de GES réalisées dans le cadre de ses propres activités et les informations relatives aux absorptions réalisées dans sa chaîne de valeur en amont et en aval. Les activités d'absorption des GES menées dans la **chaîne de valeur** en amont et en aval comprennent celles que l'entreprise favorise activement, par exemple, dans le cadre d'un projet de coopération avec un **fournisseur**. L'entreprise n'est pas censée inclure des absorptions de GES susceptibles d'être réalisées dans sa chaîne de valeur en amont et en aval dont elle n'aurait pas connaissance.

AR 60. Les informations quantitatives relatives aux absorptions de GES peuvent être présentées en utilisant le format de tableau suivant.

Absorptions	Données comparatives	N	% N/N-1
Activité d'absorption des GES n° 1 (par exemple, restauration des forêts)	—		
Activité d'absorption des GES n° 2 (par exemple, captage direct dans l'air)	—		
...	—		
Total des absorptions de GES résultant des propres activités de l'entreprise (en teqCO₂)			
Activité d'absorption des GES n° 1 (par exemple, restauration des forêts)	—		
Activité d'absorption des GES n° 2 (par exemple, captage direct dans l'air)	—		
...	—		
Total des absorptions de GES réalisées dans la chaîne de valeur en amont et en aval (en teqCO₂)			
Inversions (en teqCO₂)			

Projets d'atténuation des GES financés au moyen de crédits carbone

- AR 61. Le financement de projets de **réduction des émissions** de GES en dehors de la **chaîne de valeur** de l'entreprise par l'achat de **crédits carbone** répondant à des normes de haute qualité peut contribuer utilement à l'atténuation du changement climatique. La présente norme impose à l'entreprise d'indiquer si elle utilise des **crédits carbone** séparément des informations relatives aux **émissions** de GES [paragraphe 56, point b), et paragraphe 59] et aux **cibles de réduction des émissions** de GES (exigence de publication E1-4). Elle impose également à l'entreprise de démontrer la portée de l'utilisation de ces crédits carbone ainsi que les critères de qualité utilisés.
- AR 62. Lorsqu'elle publie les informations relatives aux **crédits carbone** requises au titre du paragraphe 56, point b), et du paragraphe 59, l'entreprise utilise la ventilation suivante, s'il y a lieu:
- a) la part (en pourcentage du volume) relative aux projets de réduction et aux projets d'absorption;
 - b) pour les crédits carbone provenant de projets d'absorption, une explication de s'ils proviennent de puits biogènes ou technologiques;
 - c) la part (en pourcentage du volume) relative à chaque norme de qualité reconnue;
 - d) la part (en pourcentage du volume) émise dans le cadre de projets menés dans l'UE; et
 - e) la part (en pourcentage du volume) qui peut être considérée comme un ajustement correspondant au titre de l'article 6 de l'accord de Paris.

Indications de calcul

- AR 63. Lorsqu'elle prépare les informations relatives aux **crédits carbone** requises au titre du paragraphe 56, point b), et du paragraphe 59, l'entreprise:
- a) s'appuie sur des **normes de qualité reconnues**;
 - b) le cas échéant, explique le rôle des crédits carbone dans sa **politique d'atténuation du changement climatique**;
 - c) n'inclut pas les crédits carbone émis dans le cadre de projets de **réduction des émissions** de GES menés dans sa **chaîne de valeur**, étant donné que les réductions d'émissions de GES correspondantes sont déjà communiquées au titre de l'exigence de publication E1-6 (scope 2 ou scope 3) au moment où elles se produisent (de manière à éviter une double comptabilisation);
 - d) n'inclut pas les crédits carbone résultant de projets d'absorption de GES menés dans sa chaîne de valeur, étant donné que les absorptions de GES correspondantes peuvent déjà avoir été prises en compte au titre de l'exigence de publication E1-7 au moment où elles se produisent (de manière à éviter une double comptabilisation);
 - e) n'indique pas les crédits carbone considérés comme une compensation de ses **émissions** de GES dans le cadre de l'exigence de publication E1-6 relative aux émissions de GES;
 - f) n'indique pas les crédits carbone considérés comme un moyen d'atteindre les cibles de réduction des émissions de GES dans le cadre de l'exigence de publication E1-4; et
 - g) calcule la quantité de crédits carbone à annuler à l'avenir, comme étant la somme des crédits carbone exprimée en tonnes métriques équivalent CO₂ sur la durée des accords contractuels existants.
- AR 64. Les informations relatives aux **crédits carbone** annulés au cours de l'année de référence et dont l'annulation est prévue à l'avenir peuvent être présentées en utilisant les formats de tableau suivants.

Crédits carbone annulés au cours de l'année de référence	Données comparatives	N
Total (en teqCO ₂)		

Crédits carbone annulés au cours de l'année de référence	Données comparatives	N
Part relative aux projets d'absorption (en %)		
Part relative aux projets de réduction (en %)		
Norme de qualité reconnue 1 (en %)		
Norme de qualité reconnue 2 (en %)		
Norme de qualité reconnue 3 (en %)		
...		
Part relative aux projets menés au sein de l'UE (en %)		
Part des crédits carbone pouvant être considérés comme des ajustements correspondants (en %)		

Crédits carbone dont l'annulation est prévue à l'avenir	Montant jusqu'à [période]
Total (en teqCO₂)	

Exigence de publication E1-8 — Tarification interne du carbone

AR 65. Lorsqu'elle publie les informations requises au titre des paragraphes 62 et 63, le cas échéant, l'entreprise explique brièvement si et comment les prix du carbone utilisés dans les mécanismes de tarification interne du carbone sont cohérents avec ceux utilisés dans les états financiers. Ces explications concernent les prix internes du carbone utilisés pour:

- (a) l'évaluation de la durée de vie utile et de la valeur résiduelle de ses actifs (immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles);
- (b) la dépréciation des actifs;
- (c) l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis par l'intermédiaire de l'achat d'entreprises.

AR 66. Les informations quantitatives peuvent être présentées à l'aide du tableau suivant.

W	Volume concerné (en teqCO₂)	Prix appliqués (en euros/teqCO₂)	Description du périmètre
Prix fictif des CapEx			
Prix fictif de l'investissement en recherche et développement (R&D)			
Redevance ou fonds carbone interne			
Prix du carbone pour les tests de dépréciation			
Etc.			

Exigence de publication E1-9 — Effets financiers attendus des risques physiques et de transition matériels et opportunités potentielles liées au climat

Effets financiers attendus de risques physiques et de transition matériels

AR 67. Les **risques physiques** et les **risques de transition** matériels liés au climat peuvent affecter la situation financière de l'entreprise (par exemple, les actifs détenus, les actifs loués sous contrôle financier et les passifs), les résultats (par exemple, future augmentation/diminution potentielle du chiffre d'affaires net et des coûts en raison d'interruptions d'activité, augmentation du prix des fournitures entraînant une érosion potentielle des marges) et les flux de trésorerie. Compte tenu de la faible probabilité, du degré de gravité élevé et des horizons temporels à long terme de certaines expositions à des risques physiques liés au changement climatique, et compte tenu des incertitudes que comporte la transition vers une économie durable, il se produira d'importants **effets financiers attendus** connexes qui ne relèvent pas des exigences des normes comptables applicables.

AR 68. À l'heure actuelle, il n'existe pas de méthode communément admise pour évaluer ou mesurer la manière dont les **risques physiques** et les **risques de transition** matériels peuvent affecter la situation financière, les performances financières et les flux de trésorerie futurs de l'entreprise. Par conséquent, les informations à publier concernant ces effets financiers (conformément aux paragraphes 64, 66 et 67) dépendront de la méthode appliquée en interne par l'entreprise et de la solidité du jugement que celle-ci exercera pour définir les données d'entrée, ainsi que des hypothèses nécessaires pour quantifier les **effets financiers attendus** pour cette entreprise.

Indications de calcul — Effets financiers attendus résultant de risques physiques matériels

AR 69. Lorsqu'elle publie les informations requises au titre du paragraphe 64, point a), et du paragraphe 66, l'entreprise explique si et comment:

- a) elle a évalué les **effets financiers attendus** pour les actifs et les activités économiques exposés à un risque physique matériel, y compris le champ d'application, les horizons temporels, la méthode de calcul, les hypothèses et paramètres critiques, et les limites de l'évaluation;
- b) l'évaluation des activités économiques et des actifs considérés comme étant exposés à un **risque physique** matériel repose sur le processus de détermination du risque physique important, comme exigé au paragraphe 20, point b), et à l'AR 11, ainsi que sur le processus de détermination des **scénarios** climatiques conformément au paragraphe 19 et aux AR 13 et 14, ou si cette évaluation s'inscrit dans ces processus. Elle explique en particulier comment elle a défini des horizons temporels à court, moyen et long terme et comment ces définitions sont liées à la durée de vie prévue des actifs, aux horizons de planification stratégique et aux plans d'allocation des fonds propres de l'entreprise.

AR 70. Lorsqu'elle prépare les informations relatives aux actifs exposés à un risque physique matériel, requises au titre du paragraphe 66, point a), l'entreprise:

- a) calcule les actifs exposés à un risque physique matériel sous la forme d'une valeur monétaire et d'une proportion (pourcentage) du total des actifs à la date de clôture (en d'autres termes, la proportion correspond à la valeur comptable estimée des actifs exposés à un risque physique matériel divisée par la valeur comptable totale telle qu'indiquée dans l'état de la situation financière ou au bilan). L'estimation des actifs exposés à un risque physique matériel doit être établie à partir des actifs comptabilisés dans les états financiers. L'estimation des valeurs monétaires et de la proportion des actifs exposés à un risque physique peut être présentée sous la forme d'un montant unique ou d'une fourchette;
- b) tous les types d'actifs, y compris les actifs détenus en location-financement/au titre du droit d'utilisation, sont pris en considération lors de la détermination des actifs exposés à un risque physique matériel;

- c) pour contextualiser ces informations, l'entreprise:
 - i) communique la localisation des actifs significatifs exposés à un risque physique matériel. Les actifs significatifs situés ⁽³²⁾ sur le territoire de l'UE sont agrégés par codes NUTS à 3 chiffres (nomenclature des unités territoriales statistiques). Concernant les actifs significatifs situés en dehors du territoire de l'UE, la ventilation par code NUTS ne sera fournie que le cas échéant;
 - ii) ventile les valeurs monétaires des actifs exposés à un risque en fonction du caractère aigu et chronique du risque physique ⁽³³⁾.
- d) calcule la part des actifs exposés à un risque physique matériel découlant du paragraphe 66, point a), faisant l'objet d'**actions en matière d'adaptation au changement climatique**, sur la base des informations à communiquer au titre de l'exigence de publication E1-3. L'objectif est d'estimer les risques nets.

AR 71. Lorsqu'elle élabore les informations requises au titre du paragraphe 64, point a), et du paragraphe 66, point d), l'entreprise peut évaluer et publier la part du chiffre d'affaires net provenant d'activités économiques exposées à un risque physique. Ces informations

- a) reposent sur le chiffre d'affaires net conformément aux exigences des normes comptables appliquées aux états financiers, c'est-à-dire l'IFRS 15 ou les principes comptables généralement admis au niveau local;
- b) peuvent inclure une ventilation des activités économiques de l'entreprise en fournissant les informations correspondantes relatives au pourcentage respectif du chiffre d'affaires net total, aux facteurs de risque (aléas, exposition et sensibilité) et, si possible, à l'ampleur des **effets financiers attendus** en ce qui concerne l'érosion des marges sur les horizons à court, moyen et long terme. La nature des activités économiques peut également être ventilée par secteur opérationnel si l'entreprise a communiqué la contribution des marges par secteur opérationnel dans les informations sectorielles figurant dans ses états financiers.

Indications de calcul — Effets financiers attendus du risque de transition

AR 72. Lorsqu'elle publie les informations requises au titre du paragraphe 64, point b), et du paragraphe 67, point a), l'entreprise explique si et comment:

- a) elle a évalué les impacts potentiels sur les performances financières et la situation financière futurs des actifs et des activités économiques exposés à un risque de transition matériel, y compris le champ d'application, la méthode de calcul, les hypothèses et paramètres critiques, et les limites de l'évaluation; et
- b) l'évaluation des actifs et des activités économiques considérés comme étant exposés à un risque de transition matériel repose sur le processus de détermination du **risque de transition** matériel, comme exigé au paragraphe 20, point c), et à l'AR 12, ainsi que sur le processus de détermination des **scénarios** climatiques conformément aux paragraphes AR 12 et AR 15, ou si cette évaluation s'inscrit dans ces processus. Elle explique en particulier comment elle a défini des horizons temporels à court, moyen et long terme et comment ces définitions sont liées à la durée de vie prévue des actifs, aux horizons de planification stratégique et aux plans d'allocation des fonds propres de l'entreprise.

AR 73. Lorsqu'elle publie les informations relatives aux actifs exposés à un risque de transition matériel, requises au titre du paragraphe 67, points a) et b), l'entreprise:

- a) inclut à tout le moins une estimation du montant des actifs potentiellement échoués (en valeurs monétaires et en proportion/pourcentage) entre l'année de référence et 2030 et entre 2030 et 2050. On entend par «actifs échoués» les actifs clés effectivement utilisés ou fermement planifiés de l'entreprise présentant des **émissions de GES verrouillées** significatives au cours de leur durée de vie opérationnelle. Les principaux actifs fermement planifiés sont ceux que l'entreprise déploiera très probablement au cours des cinq années suivantes. Le montant peut être exprimé sous la forme d'une fourchette de valeurs d'actifs fondée sur différents **scénarios politiques** et climatiques, y compris un scénario aligné sur la limitation du changement climatique à 1,5 °C;

⁽³²⁾ Cette exigence de publication est conforme aux exigences figurant dans le règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission — Modèle 5 — Expositions soumises à un risque physique.

⁽³³⁾ Cette exigence de publication est conforme aux exigences figurant dans le règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission — Modèle 5 — Expositions soumises à un risque physique.

- b) fournit une ventilation de la valeur comptable de ses actifs immobiliers, y compris détenus au titre du droit d'utilisation, par classe d'efficacité énergétique. L'efficacité énergétique est représentée soit par les plages de consommation d'énergie exprimée en kWh/m², soit par l'étiquette de classe énergétique EPC ⁽⁵⁴⁾ (certificat de performance énergétique) ⁽⁵⁵⁾. Si, en dépit de ses efforts, l'entreprise ne peut obtenir ces informations, elle indique la valeur comptable totale des actifs immobiliers pour lesquels la consommation d'énergie est fondée sur des estimations internes;
- c) calcule la proportion (pourcentage) du total des actifs (y compris les actifs détenus en location-financement/au titre du droit d'utilisation) exposés à un risque de transition matériel faisant l'objet des **actions d'atténuation du changement climatique**, sur la base des informations communiquées au titre de l'exigence de publication E1-3. La valeur totale des actifs est la valeur comptable figurant au bilan à la date de clôture.

AR 74. Lors de la publication, conformément au paragraphe 67, point d), d'informations sur les passifs potentiels résultant de **risques de transition** matériels:

- a) l'entreprise qui exploite des **installations** réglementées dans le cadre d'un système d'échange de quotas d'émission peut inclure une série de futurs passifs potentiels découlant de ces systèmes;
- b) l'entreprise soumise au SEQUE de l'UE peut publier les futurs passifs potentiels liés à ses plans d'allocation pour la période antérieure à 2030 et jusqu'en 2030. Le passif potentiel peut être estimé sur la base des éléments suivants:
 - i) le nombre de quotas détenus par l'entreprise au début de la période de reporting;
 - ii) le nombre de quotas à acheter chaque année sur le marché, c'est-à-dire avant et jusqu'en 2030;
 - iii) l'écart entre les **émissions** futures estimées dans le cadre de différents **scénarios** de transition et les allocations gratuites de quotas connues pour la période antérieure à 2030; et
 - iv) le coût annuel estimé par tonne de CO₂ pour laquelle un quota doit être acheté;
- c) Lors de l'évaluation de ses futurs passifs potentiels, l'entreprise peut prendre en considération et communiquer le nombre de quotas d'émission de GES du scope 1 relevant de systèmes réglementés d'échange de quotas d'émission ainsi que le nombre cumulé de quotas d'émission stockés (provenant de quotas précédents) au début de la période de reporting;
- d) l'entreprise qui publie des informations relatives aux volumes de **crédits carbone** dont l'annulation est prévue dans un avenir proche (exigence de publication E1-7) peut déclarer les futurs passifs potentiels associés à ceux-ci sur la base d'accords contractuels existants;
- e) l'entreprise peut également inclure la valeur monétaire de ses **émissions** brutes de GES relevant des scopes 1 et 2 ainsi que la valeur monétaire de ses émissions totales de GES (exprimées en unités monétaires), calculées comme suit:
 - i) valeur monétaire des émissions de GES des scopes 1 et 2 au cours de l'année de référence selon la formule suivante:
 - a)
$$[\text{émissions brutes de GES du scope 1 (teqCO}_2\text{)} + \text{émissions brutes de GES du scope 2 (teqCO}_2\text{)}] \times \text{Taux de coût des émissions de GES} \left(\frac{\text{€}}{\text{teqCO}_2} \right)$$
 - ii) valeur monétaire des émissions totales de GES au cours de l'année de référence selon la formule suivante:
 - b)
$$\text{Émissions totales de GES (teqCO}_2\text{)} \times \text{Taux de coût des émissions de GES} \left(\frac{\text{€}}{\text{teqCO}_2} \right)$$

⁽⁵⁴⁾ Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments (JO L 153 du 18.6.2010, p. 13).

⁽⁵⁵⁾ Cette exigence de publication est conforme aux exigences du règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission — Modèle 2: Prêts garantis par des biens immobiliers — Efficacité énergétique des sûretés.

- iii) utilisation d'un taux de coût inférieur, moyen et supérieur ⁽⁵⁶⁾ pour les émissions de GES (par exemple, le prix du carbone sur le marché et différentes estimations des coûts du carbone pour la société) et justification du choix de ces taux.

AR 75. D'autres approches et méthodes peuvent être appliquées pour évaluer dans quelle mesure les **risques de transition** peuvent affecter la situation financière future de l'entreprise. En tout état de cause, la publication des **effets financiers attendus** inclut une description des méthodes et définitions utilisées par l'entreprise.

AR 76. Lorsqu'elle prépare les informations requises au titre du paragraphe 67, point e), l'entreprise peut évaluer et publier la part du chiffre d'affaires net provenant d'activités économiques exposées à un **risque de transition**. Ces informations:

- a) reposent sur le chiffre d'affaires net conformément aux exigences des normes comptables appliquées aux états financiers, c'est-à-dire l'IFRS 15 ou les principes comptables généralement admis au niveau local;
- b) peuvent inclure une ventilation des activités économiques de l'entreprise en fournissant les informations correspondantes relatives au pourcentage respectif du chiffre d'affaires net actuel, aux facteurs de risque (événements et exposition) et, si possible, aux **effets financiers attendus** liés à une érosion des marges à court, moyen et long terme. La nature des activités économiques peut également être ventilée par secteur opérationnel si l'entreprise a communiqué la contribution des marges par secteur opérationnel dans les informations sectorielles figurant dans ses états financiers.

Connectivité avec les informations financières

AR 77. Le rapprochement des montants significatifs des actifs, passifs et chiffre d'affaires net (exposés à des **risques physiques** ou **risques de transition** matériels) avec le poste pertinent ou les informations à publier correspondantes (par exemple, les informations sectorielles) figurant dans les états financiers (conformément au paragraphe 68) peut être présenté par l'entreprise comme suit:

- a) sous la forme d'un renvoi au poste correspondant ou aux informations correspondantes publiées dans les états financiers, si ces montants sont identifiables dans les états financiers; ou
- b) si ces montants ne peuvent pas faire l'objet d'une référence croisée directe, sous la forme d'un rapprochement quantitatif de chacun de ces montants avec le poste correspondant ou les informations pertinentes figurant dans l'état financier en utilisant le format de tableau ci-dessous:

Valeur comptable des actifs, des passifs ou du chiffre d'affaires net qui sont exposés à des risques physiques ou de transition matériels	
Postes d'ajustement	
Actifs, passifs ou chiffres d'affaires nets figurant dans les états financiers	

AR 78. L'entreprise veille à ce que les données et les hypothèses permettant d'évaluer et de déclarer les **effets financiers attendus** découlant des **risques physiques** et des **risques de transition** matériels, figurant dans l'état de durabilité, soient cohérentes avec les données et les hypothèses correspondantes utilisées pour les états financiers (par exemple, les prix du carbone utilisés pour évaluer la dépréciation des actifs, la durée de vie utile des actifs, les estimations et les provisions). L'entreprise explique les raisons de toute incohérence éventuelle (par exemple, lorsque tous les impacts financiers des risques climatiques n'ont pas encore été évalués, ou lorsqu'ils ne sont pas considérés comme matériels dans les états financiers).

⁽⁵⁶⁾ Le taux de coût est le facteur utilisé pour convertir en unités monétaires les effets non monétaires tels que les tonnes, les hectares, les m³, etc. Les taux de coût doivent reposer sur des études d'évaluation monétaire et être fondés sur des données scientifiques. Quant aux méthodes utilisées pour les obtenir, elles doivent être transparentes. Des orientations sur ces méthodes peuvent être obtenues, par exemple, dans le cadre du projet TRANSPARENT financé par le programme européen LIFE.

AR 79. Concernant les futurs impacts potentiels sur les passifs [conformément au paragraphe 67, point d)], l'entreprise inclut dans les états financiers, le cas échéant, un renvoi à la description des systèmes d'échange de quotas d'émission.

Opportunités liées au climat

AR 80. Lorsqu'elle publie les informations requises au titre du paragraphe 69, point a), l'entreprise décrit la nature des économies de coûts (résultant, par exemple, d'une réduction de la consommation d'énergie), les horizons temporels et la méthode utilisés, y compris le périmètre de l'évaluation, les hypothèses critiques et les limites, et indique si et comment l'**analyse de scénarios** a été appliquée.

AR 81. Lorsqu'elle publie les informations requises par le paragraphe 69, point b), l'entreprise explique comment elle a évalué la taille du marché ou toute modification attendue dans le chiffre d'affaires net découlant de produits et services à faible intensité de carbone ou de solutions d'adaptation. Elle décrit en outre le périmètre de l'évaluation, l'horizon temporel, les hypothèses critiques et les limites, et explique dans quelle mesure ce marché est accessible à l'entreprise. Les informations relatives à la taille du marché peuvent être mises en perspective avec le chiffre d'affaires actuel aligné sur la taxinomie, publié conformément aux dispositions du règlement (UE) 2020/852. L'entité peut également expliquer comment elle entend exploiter les **opportunités** liées au climat et, dans la mesure du possible, ces explications devraient être reliées aux informations sur les **politiques, cibles et actions**, à fournir au titre des exigences de publication E1-2, E1-3 et E1-4.